

REPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

SOMMAIRE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....1204

DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES PUBLIQUES.....	1204
<i>BUREAU DES REGLEMENTATIONS</i>	1204
Arrêté modificatif d'un arrêté d'habilitation tourisme.....	1204
DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES LOCALES.....	1204
<i>BUREAU DU CONSEIL, DE L'INTERCOMMUNALITE ET DU CONTRÔLE DE LEGALITE</i>	1204
Arrêté du 21 septembre 2006 autorisant l'adhésion de la commune de Vilcey-sur-Trey au syndicat intercommunal d'électrification du secteur de Pont-à-Mousson.....	1204
Arrêté interpréfectoral du 8 septembre 2006 (Meuse) et du 21 septembre 2006 (Meurthe-et-Moselle) autorisant la modification des statuts du syndicat des eaux du Trey-Saint-Jean.....	1204
Arrêté interpréfectoral du 8 septembre 2006 (Meuse) et 21 septembre 2006 (Meurthe-et-Moselle) autorisant la modification de l'article 1 des statuts du syndicat intercommunal pour la collecte et l'élimination des déchets des ménages dans le secteur de PIENNES, relatif aux collectivités composant le syndicat.....	1204
Arrêté interpréfectoral du 12 septembre 2006 (Moselle), 22 septembre 2006 (Meuse) et 3 octobre 2006 (Meurthe-et-Moselle) autorisant l'adhésion de la commune de Redange (Moselle) au syndicat intercommunal à vocation unique du chenil du Joli-Bois.....	1205
<i>BUREAU DES CONCOURS FINANCIERS ET DU CONTRÔLE BUDGETAIRE</i>	1205
Arrêté du 29 septembre 2006 autorisant la nomination d'un régisseur d'État auprès de la police municipale de Saint-Nicolas-de-Port.....	1205
Arrêté du 20 septembre 2006 portant règlement du budget primitif du syndicat scolaire public intercommunal de Vézelize.....	1206
Arrêté du 29 septembre 2006 autorisant la nomination d'un régisseur d'État auprès de la police municipale d'Houdemont.....	1208
DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES.....	1209
<i>BUREAU DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT</i>	1209
Arrêté modificatif de l'arrêté du 24 mai 2006 portant désignation du comité de pilotage pour l'élaboration et la mise en œuvre du document d'objectifs du projet de Site d'Intérêt Communautaire FR 4100157.....	1209
« Plateau de Malzéville ».....	1209
<i>BUREAU DE LA SOLIDARITE, DE LA COHESION SOCIALE ET DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE</i>	1209
Extrait de décision de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle.....	1209
Extrait de décision de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle.....	1209
Extrait de décision de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle.....	1210
SOUS-PREFECTURE DE TOUL.....	1210
Arrêté modifiant l'article 2 des statuts du syndicat intercommunal scolaire Fontenoy-sur-Moselle / Aingeray / Sexey-les-Bois [S.I.S.F.A.S].....	1210

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT1210

AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE.....	1210
Arrêté ARH N° 57 D- 2108 du 27 septembre 2006 fixant la composition nominative du Conseil d'Administration du Syndicat Inter hospitalier de Blanchisserie de Metz.....	1210
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT.....	1210
Extrait de l'arrêté n° DDE/CGM/2006-02 du 11 octobre 2006 fixant l'organisation de la direction départementale de l'équipement (DDE).....	1210
A V I S.....	1212
<i>SERVICE LOGEMENT SOCIAL</i>	1212
Arrêté autorisant le versement direct de l'APL à l'association "Adultes et Enfants Inadaptés Mentaux" (A.E.I.M.) à Vandœuvre.....	1212
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES.....	1212
Arrêté n°3767 portant autorisation d'extension du Centre d'Accueil pour les Demandeurs d'Asile (CADA) géré par l'association A.R.S.....	1212
Délibération n°116/06 de la Commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine autorisant le directeur de l'agence à signer l'avenant au C.O.M. n°11 de la polyclinique Pasteur à Essey-lès-Nancy, qui concrétise la tarification de l'activité de rééducation cardio-vasculaire.....	1212
Délibération n°117/06 de la Commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine autorisant le directeur de l'agence à signer l'avenant au C.O.M. n°7 de l'A.L.T.I.R. à Vandœuvre, qui concrétise les changements de tarifs de la dialyse péritonéale.....	1212
Délibération n°118/06 de la Commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine autorisant le directeur de l'agence à signer l'avenant au C.O.M. n°5 de l'association Saint André à Metz.....	1213
Délibération n°119/06 de la Commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine, modifiant l'article 1.2 de l'avenant au C.O.M. passé en commission exécutive le 13/07/06.....	1213
Nomination au choix - Avis de vacance de poste d'agent chef deuxième catégorie.....	1213
Nomination au choix - Avis de vacance de poste de contremaître.....	1213
Nomination au choix - Avis de vacances de postes de maître ouvrier.....	1213
<i>SERVICE SANTE - ENVIRONNEMENT</i>	1214
Arrêté n° 3732 portant désignation des membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST).....	1214
<i>SERVICE ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE</i>	1214
Extrait de l'arrêté DDASS/AES/JFL/MC-n°696/06 portant modification de l'autorisation de dispenser à domicile de l'oxygène à usage médical.....	1214
Arrêté n° 5 du 9 octobre 2006 fixant la composition du conseil d'administration du SINCAL.....	1215
Arrêté n° 18 du 9 octobre 2006 fixant la composition du conseil d'administration du centre hospitalier universitaire de Nancy.....	1215
Arrêté n° 19 du 9 octobre 2006 fixant la composition du conseil d'administration du centre psychothérapique de Nancy-Laxou.....	1216
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT.....	1216
Extrait de l'arrêté (n° 2) constatant l'indice des fermages et sa variation pour l'année 2006.....	1216
<i>SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'INSPECTION DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA POLITIQUE SOCIALE AGRICOLES</i>	1217
Arrêté n° 388/DDAF/ITEPSA portant renouvellement des membres du comité départemental des prestations sociales agricoles de Meurthe-et-Moselle.....	1217
<i>SERVICE ECONOMIE AGRICOLE ET AMENAGEMENT FONCIER</i>	1217
Arrêté fixant le stabilisateur départemental des indemnités compensatoires de handicaps naturels au titre de la campagne 2006 dans le département.....	1217
CENTRE HOSPITALIER DE PONT A MOUSSON.....	1217
Avis de recrutement dans le cadre de la résorption de l'emploi précaire au C.H. de Pont à Mousson.....	1217
Avis de recrutement sans concours dans le corps d'agent d'entretien qualifié au C.H. de Pont à Mousson.....	1217
CENTRE HOSPITALIER SAINT-CHARLES DE TOUL.....	1217
Avis de recrutement d'ouvrier professionnel spécialisé par voie d'examen professionnel.....	1217
CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY-LAXOU.....	1218
Décision n° 019/06 - Délégation de signature.....	1218
MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE DE LORRAINE.....	1218
Acte réglementaire relatif à l'étude des affections de longue durée.....	1218

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE
DIRECTION DE LA REGLEMENTATION ET DES LIBERTES
PUBLIQUES
BUREAU DES REGLEMENTATIONS

Arrêté modificatif d'un arrêté d'habilitation tourisme

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur
 Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu la loi n° 92-645 du 13 juillet 1992 modifiée, fixant les conditions d'exercice des activités relatives à l'organisation et à la vente de voyages ou de séjours, notamment son article 12,

Vu le décret n° 94-490 du 15 juin 1994 modifié, pris en application de la loi précitée,

Vu l'arrêté du 22 novembre 1994 modifié relatif aux conditions de fixation du montant de la garantie financière des prestataires de services relevant de la procédure d'habilitation,

Vu l'arrêté préfectoral du 15 juillet 2005 délivrant l'habilitation n° HA.054.05.0002 à l'hôtel « Park Inn », situé 11 rue Raymond Poincaré 54000 NANCY,

Vu la demande présentée le 17 août 2006 par la direction de l'Hôtel « Park Inn »,

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1er : L'arrêté du 15 juillet 2005 délivrant l'habilitation n° HA.054.05.0002 à l'hôtel « Park Inn », situé 11 rue Raymond Poincaré 54000 NANCY, est modifié comme suit :

Article 2 : La garantie financière est apportée par la banque LCL, sise 185 rue de Bercy 75012 PARIS.

ARTICLE 2 : M. le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe- et-Moselle et dont copie sera adressée à : M. Alexandre CHIRAT, directeur de l'établissement ; M. le ministre délégué au tourisme ; M. le délégué régional au tourisme ; M. le directeur départemental de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes.

Fait à NANCY, le 11 septembre 2006

Le Préfet,
 Pour le préfet,
 Le directeur de la réglementation,
 Mohand AZZI

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou d'un recours contentieux devant la juridiction administrative dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification.

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES
LOCALES

BUREAU DU CONSEIL, DE L'INTERCOMMUNALITE ET DU
CONTRÔLE DE LEGALITE

Arrêté du 21 septembre 2006 autorisant l'adhésion de la commune de
Vilcey-sur-Trey au syndicat intercommunal d'électrification du secteur
de Pont-à-Mousson

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-1 et suivants;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements;

Vu l'arrêté préfectoral du 30 décembre 1997 autorisant la création du syndicat intercommunal d'électrification du secteur de Pont-à-Mousson;

Vu la délibération du 9 septembre 2005 par laquelle la commune de Vilcey-sur-Trey demande son adhésion au syndicat intercommunal d'électrification du secteur de Pont-à-Mousson;

Vu la délibération du 30 mars 2006 par laquelle le comité syndical accepte cette demande;

Vu la lettre de notification de cette acceptation aux communes membres du syndicat en date du 13 juin 2006;

Vu les délibérations favorables des conseils municipaux des communes de : Belleville en date du 26 juin 2006, Bouxières-sous-Froidmont en date du 20 juillet 2006, Champey-sur-Moselle en date du 3 juillet 2006, Dieulouard en date du 27 juin 2006, Jezainville en date du 19 juin 2006, Lesmenils en date du 19 juillet 2006, Maidières en date du 23 juin 2006, Montauville en date du 28 juin 2006, Mousson en date du 04 juillet 2006, Pagny-sur-Moselle en date du 29 juin 2006, Pont-à-Mousson en date du 28 juin 2006, Rogéville en date du 17 juillet 2006, Rosières-en-Haye en date du 26 juin 2006, Vandières en date du 21 juillet 2006, Villers-en-Haye en date du 19 juin 2006, Vittonville en date du 22 juin 2006;

Considérant que la majorité qualifiée définie par les articles L5211-18 et L5211-5-II du code général des collectivités territoriales est atteinte;

Vu l'avis favorable du sous-préfet de TOUL en date du 28 juin 2006;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture;

A R R E T E

Article 1^{er} : L'adhésion de la commune de Vilcey-sur-Trey au syndicat intercommunal d'électrification du secteur de Pont-à-Mousson est autorisée. La commune de Vilcey-sur-Trey sera représentée au sein du comité syndical par deux délégués titulaires et deux délégués suppléants.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Toul et le président du syndicat intercommunal d'électrification du secteur Pont-à-Mousson sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du

présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes membres et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy le 21 septembre 2006

Pour le préfet et par délégation
 Le secrétaire général
 Marc BURG

Arrêté interpréfectoral du 8 septembre 2006 (Meuse) et du 21
septembre 2006 (Meurthe-et-Moselle) autorisant la modification des
statuts du syndicat des eaux du Trey-Saint-Jean

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

LE PRÉFET DE LA MEUSE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-1 et suivants et L 5212-1 et suivants ;

Vu le décret n° 2004-374, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 septembre 1921 autorisant la création du syndicat des eaux du Trey-Saint-Jean ;

Vu la délibération du comité syndical du 31 janvier 2006 relative à la modification des statuts du syndicat des eaux du Trey-Saint-Jean

Vu la lettre du 20 février 2006 par laquelle le sous-préfet de TOUL a demandé aux maires des communes d'inviter leur conseil municipal à délibérer sur cette modification statutaire ;

Vu les délibérations concordantes des conseils municipaux des communes suivantes : Beaumont en date du 31 mars 2006, Bernécourt en date du 10 mars 2006, Bouillonville en date du 24 mars 2006, Domevre-en-Haye en date du 31 mars 2006, Essey-et-Maizerais en date du 3 mars 2006,

Euvezin en date du 1er avril 2006, Fey-en-Haye en date du 22 mars 2006, Flirey en date du 14 mars 2006, Grosrouvres en date du 28 mars 2006,

Limey-Remenauville en date du 29 mars 2006, Lironville en date du 10 mars 2006, Minorville en date du 31 mars 2006, Norroy-lès-Pont-à-Mousson en date du 24 mars 2006, Noviant-aux-Prés en date du 06 mars 2006, Pannes en date du 31 mars 2006, Saint-Baussant en date du 31 mars 2006,

Seicheprey en date du 30 mars 2006, Thiaucourt-Regniéville en date du 31 mars 2006, Vilcey-sur-Trey en date du 03 mars 2006, Xammes en date du 24 mars 2006, Xivray-Marvoisin en date du 09 mars 2006;

Vu l'avis de la sous-préfète de Commercy en date du 13 juin 2006;

Vu l'avis du sous-préfet de Toul en date du 19 juin 2006;

Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres du syndicat, la majorité qualifiée, telle que définie par l'article L 5211-17 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

Sur proposition des secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse ;

A R R E T E N T

Article 1^{er} : Est autorisée la modification des statuts du syndicat des eaux du Trey-Saint-Jean dont un exemplaire restera annexé au présent arrêté.

Article 2 : Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse, les sous-préfets de Commercy et Toul, le président du syndicat intercommunal des eaux du Trey-Saint-Jean sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée aux maires des communes concernées et aux trésoriers-payeurs généraux de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse et qui fera, en outre, l'objet d'une publication aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse.

Nancy, le 21 septembre 2006 Bar-le-duc, le 8 septembre 2006

Le préfet
 Pour le préfet et par délégation
 Le secrétaire général
 Marc BURG

Le préfet
 Pour le préfet et par délégation
 Le secrétaire général
 Hubert VERNET

Arrêté interpréfectoral du 8 septembre 2006 (Meuse) et 21 septembre
2006 (Meurthe-et-Moselle) autorisant la modification de l'article 1 des
statuts du syndicat intercommunal pour la collecte et l'élimination des
déchets des ménages dans le secteur de PIENNES,
relatif aux collectivités composant le syndicat.

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

LE PRÉFET DE LA MEUSE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 5211-1 et suivants et L5711-1 et suivants;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu l'arrêté préfectoral du 31 mars 1980 autorisant la création du syndicat intercommunal pour la collecte et l'élimination des déchets des ménages dans le secteur de Piennes ;

Vu l'arrêté interpréfectoral des 24 mai et 6 juin 2002 autorisant l'adhésion de la commune de Boulogny (Meuse) au syndicat ;

Vu la délibération du 31 janvier 2006 du comité du syndicat intercommunal pour la collecte et l'élimination des déchets des ménages dans le secteur de Piennes décidant la modification de l'article 1 des statuts du syndicat ;

Vu les délibérations concordantes des communes et communautés de communes membres : Avillers en date du 22 mars 2006, Boulogny en date du 23 mars 2006, Domprix en date du 28 mars 2006, Joudreville en date du 8 mars 2006, Piennes en date du 30 mars 2006, Communauté de communes du Jarnisy en date du 7 avril 2006 ;
Vu l'avis du sous-préfet de Verdun en date du 4 août 2006 ;
Vu l'avis du sous-préfet de Briey en date du 22 août 2006 ;
Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes et communautés de communes membres du syndicat, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L 5211-5 et L 5211-18 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;
Sur proposition des secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse ;

A R R Ê T E N T

Article 1^{ER} : La modification de l'article 1 des statuts du syndicat intercommunal pour la collecte et l'élimination des déchets des ménages dans le secteur de Piennes est autorisée comme suit :

« **Article 1** : En application des articles L 5211-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, il est formé entre les communes de : Affleville, Audun-Le-Roman, Avillers, Boulogny, Crusnes, Domprix, Joudreville, Mont-Bonvillers, Murville, Norroy-le-Sec, Piennes, Preutin-Higny, Serrouville ou leurs groupements, un syndicat mixte qui prend la dénomination de syndicat intercommunal pour la collecte et l'élimination des déchets des ménages dans le secteur de Piennes ».

Article 2 : Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse, les sous-préfets de Briey et de Verdun, le président du syndicat intercommunal pour la collecte et l'élimination des déchets des ménages dans le secteur de Piennes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée aux maires des communes et présidents des communautés de communes intéressées, et aux trésoriers-payeurs généraux de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse et qui fera, en outre, l'objet d'une publication aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse.

Nancy, le 21 septembre 2006	Bar-le-duc, le 8 septembre 2006
Le préfet	Le préfet
Pour le préfet et par délégation	Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général	Le secrétaire général
Marc BURG	Hubert VERNET

Arrêté interpréfectoral du 12 septembre 2006(Moselle), 22 septembre 2006 (Meuse) et 3 octobre 2006 (Meurthe-et-Moselle) autorisant l'adhésion de la commune de Redange (Moselle) au syndicat intercommunal à vocation unique du chenil du Joli-Bois

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

LE PRÉFET DE LA REGION LORRAINE
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE EST
PRÉFET DE LA MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

LE PRÉFET DE LA MEUSE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 5211-1 et suivants ;
Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
Vu l'arrêté interpréfectoral des 27 octobre et 2 novembre 1987 autorisant la création du syndicat intercommunal à vocation unique du chenil de SERRY ;
Vu l'arrêté interpréfectoral des 16 mars et 3 avril 1992 autorisant la modification du titre de l'établissement en « syndicat intercommunal à vocation unique du chenil du Joli Bois » ;
Vu la délibération du conseil municipal de REDANGE en date du 8 novembre 2005 demandant l'adhésion de la commune au SIVU du chenil du Joli Bois ;
Vu la délibération en date du 30 mars 2006 du comité du SIVU du chenil du Joli Bois acceptant cette adhésion ;
Vu les délibérations concordantes des communes membres, à savoir :
Anderny (14 juin 2006) - Anoux (21 avril 2006) - Apach (16 mai 2006) - Auboué (12 juin 2006) - Audun-le-Roman (22 juin 2006) - Aumetz (16 juin 2006) - Avillers (31 mai 2006) - Avril (3 juillet 2006) - Les Baroches (8 juin 2006) - Baslieux (25 avril 2006) - Basse-Ham (27 avril 2006) - Batilly (12 mai 2006) - Bazailles (29 juin 2006) - Bechamps (17 mai 2006) - Beuveille (29 juin 2006) - Beuvillers (12 mai 2006) - Boncourt (7 juillet 2006) - Brehain-la-Ville (12 juin 2006) - Briey (23 mai 2006) - Bruville (27 juin 2006) - Chaillay-les-Ennery (9 mai 2006) - Chambley-Bussières (25 avril 2006) - Chenieres (1er juin 2006) - Doncourt-les-Confians (22 mai 2006) - Errouville (10 mai 2006) - Fillières (23 mai 2006) - Fleville-Lixières (5 mai 2006) - Gandrange (19 juin 2006) - Giraumont (3 mai 2006) - Gondrecourt-Aix (12 mai 2006) - Han-devant-Pierrepont (22 mai 2006) - Hatrize (2 mai 2006) - Herserange (4 mai 2006) - Homecourt (28 juin 2006) - Hunting (29 mai 2006) - Hussigny-Godfrange (12 juin 2006) - Illange (19 juin 2006) - Jarmy (12 juin 2006) - Jeandelize (12 juin 2006) - Joeuf (29 mai 2006) - Joppecourt (30 juin 2006) - Jouaville (7 juin 2006) - Joudreville (12 juin 2006) - Kerling-les-Sierck (25 avril 2006) - Knutange (7 juillet 2006) - Labry (19 mai 2006) - Landres (2 juin 2006) - Lantefontaine (17 mai 2006) - Lexy (1er juin 2006) - Lommerange (28 juin 2006) - Lubey (5 mai 2006) - Mairy-Mainville (19 mai 2006) - Maizieres-les-Metz (28 avril 2006) - Malavillers (19 mai 2006) - Mallong (2 juin 2006) - Mance (12 juin 2006) - Marange-silvange (8 juin 2006) - Mercy-

le-bas (19 mai 2006) - Mexy (26 juin 2006) - Moineville (10 juillet 2006) - Mont-Bonvillers (4 juillet 2006) - Montigny-sur-Chiers (6 juin 2006) - Montois-la-Montagne (12 mai 2006) - Mont-Saint-Martin (12 mai 2006) - Moutiers (16 mai 2006) - Moyeuve-Petite (23 mai 2006) - Murville (20 avril 2006) - Norroy-le-Veneur (10 mai 2006) - Olley (27 avril 2006) - Othe (8 avril 2006) - Ozeraillies (12 mai 2006) - Parfondrupt (20 juin 2006) - Piennes (29 mai 2006) - Plesnois (1er juin 2006) - Preutin-Higny (18 mai 2006) - Puxe (12 juin 2006) - Rehon (10 mai 2006) - Remeling (19 mai 2006) - Rezonville (26 juin 2006) - Rombas (16 mai 2006) - Roncourt (27 avril 2006) - Russange (27 avril 2006) - Saint-Ail (30 juin 2006) - Saint-Jean-les-Buzy (24 avril 2006) - Sainte-Marie-aux-Chenes (19 mai 2006) - Saint-Pancré (17 juillet 2006) - Sancy (26 juin 2006) - Serrouville (10 mai 2006) - Tellancourt (15 mai 2006) - Thil (27 juin 2006) - Thumerville (16 mai 2006) - Tiercelet (29 juin 2006) - Tressange (23 juin 2006) - Trieux (1er juin 2006) - Tucquegnieux (18 mai 2006) - Ville-au-Montois (26 juin 2006) - Villerupt (26 juin 2006) - Ville-sur-Yron (10 mai 2006) - Vionville (28 avril 2006) - Yutz (3 juillet 2006) ;

Vu l'avis favorable du sous-préfet de Metz-Campagne en date du 3 août 2006 ;

Vu l'avis favorable du sous-préfet de Thionville en date du 4 juillet 2006 ;

Vu l'avis favorable du sous-préfet de Verdun en date du 4 août 2006 ;

Vu l'avis favorable du sous-préfet de Briey en date du 17 août 2006 ;
Considérant qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres du syndicat, la majorité qualifiée, telle que définie par les articles L5211-5 et L5211-18 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

Sur proposition des secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle, de la Moselle et de la Meuse ;

A R R Ê T E N T

Article 1er : L'adhésion de la commune de Redange (Moselle), au syndicat intercommunal à vocation unique du chenil du Joli Bois, est autorisée.

La commune de Redange sera représentée au sein du comité syndical par un délégué titulaire et un délégué suppléant.

Article 2 : Les secrétaires généraux des préfectures de Meurthe-et-Moselle, de la Moselle et de la Meuse, les sous-préfets de Briey, Metz-Campagne, Thionville et Verdun et le président du syndicat intercommunal à vocation unique du chenil du Joli Bois sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée aux maires des communes membres et aux trésoriers-payeurs généraux de Meurthe-et-Moselle, de la Moselle et de la Meuse et qui fera, en outre, l'objet d'une publication aux recueils des actes administratifs des préfectures de Meurthe-et-Moselle, de la Moselle et de la Meuse.

Nancy, le 3 octobre 2006	Metz, le 12 septembre 2006
Le Préfet,	Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation	Pour le préfet
Pour le secrétaire général absent	Le secrétaire général
Le sous-préfet chargé de la cohésion sociale	Bernard GONZALEZ
Jérôme NORMAND	

Bar-le-Duc, le 22 septembre 2006

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation
Le secrétaire général par intérim
Loïc ARMAND

BUREAU DES CONCOURS FINANCIERS ET DU CONTRÔLE BUDGETAIRE

Arrêté du 29 septembre 2006 autorisant la nomination d'un régisseur d'Etat auprès de la police municipale de Saint-Nicolas-de-Port

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2212-5 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976 ;
Vu le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

Vu le code de la route, notamment son article R. 130-2 ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents, modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 ;

Vu l'arrêté du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 juillet 2003 portant modification de l'arrêté du 29 juillet 1993 habilitant les préfets à instituer ou à modifier des régies d'avances et de recettes de l'Etat auprès des services régionaux ou départementaux relevant du ministère de l'Intérieur ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 novembre 2002 portant création de la régie de recettes auprès de la police municipale de Saint-Nicolas-de-Port ;

Vu l'arrêté préfectoral du 24 mars 2003 nommant M. Frédéric CODRON en qualité de régisseur titulaire pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L. 2212-5 du code général des collectivités territoriales, et le produit des consignations prévues par l'article L 121-4 du code de la route et de M. Daniel VUILLAUME en qualité de régisseur suppléant ;

Vu la lettre du 11 août 2006 de M. le Maire de Saint-Nicolas-de-Port proposant la nomination d'un nouveau régisseur titulaire en remplacement de M. Frédéric CODRON ;

Vu l'avis favorable en date du 7 septembre 2006 du trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

A R R Ê T E

ARTICLE 1^{er} : M. Jean-Claude BROCARD, brigadier chef de police municipale de la commune de Saint-Nicolas-de-Port, est nommé en qualité de régisseur titulaire pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L. 2212-5 du code général des collectivités territoriales et le produit des consignations prévues par l'article L. 121-4 du code de la route.

ARTICLE 2 : M. Jean-Claude BROCARD est dispensé de constituer un cautionnement et percevra une indemnité de responsabilité annuelle de 55 €.

ARTICLE 3 : M. Daniel VUILLAUME, conseiller municipal, est nommé régisseur suppléant.

ARTICLE 4 : M. Daniel VUILLAUME ne peut exercer ses fonctions de suppléant que dans le cadre des fonctions liées à la comptabilité de la régie et ne peut, en aucun cas, constater les infractions, ni verbaliser les contrevenants.

ARTICLE 5 : Les autres policiers municipaux de la commune de Saint-Nicolas-de-Port sont désignés mandataires.

ARTICLE 6 : Le secrétaire général de la préfecture, le maire de Saint-Nicolas-de-Port et le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au régisseur et à son suppléant, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée au ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire.

Nancy, le 29 septembre 2006

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,

Le secrétaire général,

Marc BURG

Arrêté du 20 septembre 2006 portant règlement du budget primitif du syndicat scolaire public intercommunal de Vézelize

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu les articles L. 1612-2, L. 1612-6, L. 1612-7, L. 1612-19, L. 2311-6 et D. 2311-14 du code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment ses articles 97 et 97 bis ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 95-944 du 23 août 1995 relatif aux chambres régionales des comptes ;

Vu la délibération en date du 6 avril 2006, par laquelle le comité syndical du syndicat scolaire a décidé d'affecter l'excédent d'investissement, s'élevant à 7 498,66 €, en recettes de fonctionnement en application des dispositions budgétaires et comptables de l'instruction M 14, codifiées aux articles L. 2311-6 et D. 23114 du code général des collectivités territoriales ;

Vu les délibérations en date du 6 juin 2006, par lesquelles le comité syndical a adopté le compte administratif et le compte de gestion 2005 de la collectivité ;

Vu la saisine du préfet, en date du 6 juillet 2006, de la chambre régionale des comptes de Lorraine en vue du règlement du budget primitif pour 2006 du syndicat scolaire public intercommunal de Vézelize, suite au refus d'adoption de ce document par le comité syndical dans sa séance du 6 juin 2006 ;

Vu l'avis de la chambre régionale des comptes de Lorraine du 31 juillet 2006, reçu en préfecture le 1^{er} août 2006, proposant de régler le budget primitif 2006 du syndicat scolaire public intercommunal de Vézelize, sur des bases identiques à celles figurant au projet de budget rejeté par l'assemblée délibérante le 6 juin 2006 ;

Considérant les nouvelles dispositions de l'instruction budgétaire et comptable M 14 codifiées aux articles L. 2311-6 et D. 2311-14 du code général des collectivités territoriales permettant, à compter du 1^{er} janvier 2006, l'affectation d'excédents d'investissement en section de fonctionnement ;

Considérant la concordance entre les résultats figurant au compte administratif 2005 et ceux apparaissant au compte de gestion 2005 de la collectivité ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

A R R Ê T E

Article 1^{er} : Le budget primitif 2006 du syndicat scolaire public intercommunal de Vézelize est arrêté à la somme 512 324,28 € (cinq cent douze mille trois cent vingt quatre euros et vingt huit centimes).

Article 2 : Les dépenses et les recettes de la section de fonctionnement, fixées à 29 903,82 €, ainsi que les dépenses et les recettes de la section d'investissement, fixées à 482 420,46 euros, sont ventilées entre les différents chapitres et comptes comme suit :

II – Présentation générale du budget primitif			
1. Équilibre financier du budget			
A – Section de fonctionnement			
Dépenses		Recettes	
Opérations réelles			
Gestion des services			
011 Charges à caractère général	1 003,82	70 Produits des serv., du dom.	
012 Charges de pers. et ass.	510,00	73 Impôts et taxes	
65 Autres ch. de gestion courante	28 390,00	74 Dotations et subventions	15 099,83
014 Atténuation de produits		75 Autres prod. de gestion cour.	
Total dép. de gest. des serv.	29 903,82	013 Atténuation de charges	
66 Charges financières		Total rec. de gest. des serv.	15 099,83
67 Charges exceptionnelles		76 Produits financiers	
022 Dépenses imprévues		77 Produits exceptionnels	
Total dépenses réelles de l'exercice I	29 903,82	7911 Indemnités de sinistre	
Solde des opérations réelles :		Total recettes réelles de l'exercice II	15 099,83
		Excédent (= II – I)	
		Déficit (= I – II)	14 803,99
Opérations d'ordre de section à section (1)			
023 Vire à la sect. d'inv.		Transferts entre sections	
Transferts entre sections		72 Travaux en régie	
6741 Subv. en nature		776 Moins-value/cessions	
675 Valeur des immob. cédées		777 Subventions d'invest. transf.	
676 Plus-values/cessions		78 Reprises/Provisions	
68 Dot aux amort. et aux prov.		79 Transferts de charges (sf.7911)	
Autres		Autres	7 498,66
Total dépenses d'ordre III		Total recettes d'ordre IV	7 498,66
Autofinancement dégagé :			
	Positif (= III – IV)		
	Négatif (= IV – III)		7 498,66
Total dépenses de l'exercice A1 = I + III	29 903,82	Total recettes de l'exercice A2 = II + IV	22 598,49

	Op. de l'exercice (Col. 1)	Restes à réaliser (Col. 2)	Résultat reporté (Col. 3)	Cumul.Sect. = col. 1 + 2 + 3
Dépenses (ou déficit)	A1 29 903,82			29 903,82
Recettes (ou excédent)	A2 22 598,49		7 305,33	29 903,82

II – Présentation générale du budget primitif				
1. Équilibre financier du budget				
B – Section d'investissement				
Dépenses de l'exercice		Recettes de l'exercice		
Opérations réelles				
Dépenses financières		Ressources propres externe		
10 Reversement de dotation		10 Dotations et fonds propres (sf 1068)		
13 Remboursement de subventions		138 Subv. d'invest. non aff.		
16 Rembt d'emprunts		27 Rembt de prêts		
26 Acquisition de participations		Ressources externes (autres		
27 Prêts et immob. fin.		que ressources propres)		
Dépenses d'équipement		- définitives		
Total c/20, 21, 23 (en opérations		13 Subventions (sauf 138)		
et hors opérations		- non définitives		
020 Dépenses imprévues		16 Empr. et dettes		
		Recettes d'équipement		
		Total c/20, 21 et 23 (en opérations		
		et hors opérations)		
45 Op. pour c/de tiers (total)		45 Op. pour c/de tiers (total)		
Total dépenses réelles		Total recettes réelles		
de l'exercice V		de l'exercice VI		
Besoin d'autofinancement : (dépenses réelles – Recettes réelles)				
Opérations d'ordre à l'intérieur de la section (5)				
Opérations patrimoniales VII	474 921,80	Opérations patrimoniales VIII		474 921,80
Opérations d'ordre de section à section (1)				
Transferts entre sections dont :		021 Viret. de la sect. de fonct.		
139 Reprises sur subventions		Transferts entre sections dont :		
14,15,29,39,49,59 sur provisions		14,15,29,39,49,59 Provisions		
19 Moins-values de cessions		19 Plus-values de cession		
20,21,23 Travaux en régie		28 Amortissements des immob.		
481 Charges à répartir		20,21,23,26,27 sorties d'actif		
		45 Opérations pour c/ de tiers		
1688 ICNE n-1 contrepass./empts		481 Amort. des ch. à répartir		
		1688 ICNE de l'exer. /empr.		
Autres	7 498,66	Autres		
Total dépenses d'ordre		Total recettes d'ordre		
de section à section IX	7 498,66	de section à section X		
Autofinancement propre à l'exercice :				- 7 498,66
Solde des opérations d'ordre de section à section = X – IX (positif) ou IX – X (négatif)				
Total dépenses de		Total recettes de		
l'exercice B1 = V + VII + IX	482 420,46	l'exercice B2 = VI + VIII + X		474 921,80
Op. de l'exercice				
Restes à réaliser (3)				
Résultat reporté (3)				
Cumul sect. (4)				
Dépenses	B1 482 420,46			482 420,46
Recettes	BA2 474 921,80		7 498,66	482 420,46
Affectation				

II – Présentation générale du budget				
2) Balance générale du budget				
II				
2				
1 – Dépenses (de l'exercice + Restes à réaliser)				
Chapitre	Fonctionnement	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	Total
Dépenses de fonctionnement – Total		29 903,82	0,00	29 903,82
011 Charges à caractère général		1 003,82		1 003,82
012 Charges de personnel et assim.		510,00		510,00
014 Atténuation de produits				
022 Dépenses imprévues				
65 Charges de gestion courante		28 390,00		28 390,00
66 Charges financières				
67 Charges exceptionnelles				
68 Dot. aux amort. et aux provisions				
023 Virement à la section d'inv.				
Chap.	Investissement	Opérations réelles	Opérations d'ordre (2)	Total
			de section à section	à l'intérieur de la section
Dépenses d'investissement – Total			7 498,66	474 921,80
Dépenses réelles ou d'ordre			7 498,66	
10 Dotations, fonds divers			7 498,66	
13 Subv. d'investissement				
16 Rembt d'emprunts				
20 Immob. incorpor.				
21 Immob. corp.				
23 Immob. en cours				
27 Autres immob. fin				
Op. d'equip. (total)				
26 Acquis. de particip.				
45 Op. pour compte de tiers				
020 Dépenses imprévues				

Dépenses d'ordre (4)			474 921,80	474 921,80
18 Affectations				
22 Immob. reçues en aff.				
24 Immob. affect., conc.,...			474 921,80	474 921,80
14 Provisions réglementées				
15 Prov. pour risques et charges				
19 Moins values de cessions				
.9 Repr./Prov. pour depr.				
481 Ch. à rép./plus. ex.				

	Dépenses totales	Résultat reporté	TOTAL SECTION
Fonctionnement	29 903,82		29 903,82
Investissement	482 420,46		482 420,46

II – Présentation générale du budget	II
2) Balance générale du budget	2

1 – Recettes (de l'exercice + Restes à réaliser)				
Chapitre	Fonctionnement	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	Total
Recettes de fonctionnement – Total		15 099,83		15 099,83
70	Prod. des services, du domaine			
73	Impôts et taxes			
74	Dotations et participations	15 099,83		15 099,83
75	Autres prod. de gestion courante			
013	Atténuations de charges			
76	Produits financiers			
77	Produits exceptionnels			
79	Transferts de charges			
72	Travaux en régie			
78	Reprises sur provisions			

Chap.	Investissement	Opérations réelles	Opérations d'ordre (2)		Total
			de section à section	à l'intérieur de la section	
Recettes d'investissement – Total				474 921,80	474 921,80
Recettes réelles ou d'ordre				51,68	51,68
10	Dotations, fonds divers				
13	Subventions d'inv.				
16	Emprunts et dettes				
20	Immob. incorporelles				
21	Immob. corporelles				
23	Immob. en cours				
	Opé. d'équipement				
27	Emprunts et dettes			51,68	51,68
45	Op. pour c/ de tiers				
Recettes d'ordre (4)				474 870,12	474 870,12
18	Affectations				
22	Immob. reçues en aff.				
24	Immob. aff., conc.,...				
20	Immob. incorporelles				
21	Immob. corporelles			474 870,12	474 870,12
26	Participations				
23	Immob. en cours				
14	Prov. réglementées				
15	Prov. pour risques et ch.				
19	Plus-values de cession				
.9	Prov. pour dépréciations				
28	Amort. des immob.				
481	Amort. des ch. à rép.				
021	Virt. de la section de fonct.				

	Recettes totales	Résultat reporté	Affectation	Total section
Fonctionnement	15 099,83	7 305,33		22 405,16
Investissement	474 921,80	7 498,66		482 420,46

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la présidente du syndicat scolaire public intercommunal de Vézelize et le trésorier d'Haroué-Vézelize sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée au président de la chambre régionale des comptes de Lorraine, au trésorier-payeur général et à la directrice des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 20 septembre 2006

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,
Marc BURG

Arrêté du 29 septembre 2006 autorisant la nomination d'un régisseur d'État auprès de la police municipale d'Houdemont

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2212-5 ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité pécuniaire des régisseurs, modifié par le décret n° 76-70 du 15 janvier 1976 ;
Vu le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

Vu le code de la route, notamment son article R. 130-2 ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1993 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et régisseurs de recettes relevant des organismes publics et au montant du cautionnement imposé à ces agents, modifié par l'arrêté du 3 septembre 2001 ;

Vu l'arrêté du 27 décembre 2001 relatif au seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 juillet 2003 portant modification de l'arrêté du 29 juillet 1993 habilitant les préfets à instituer ou à modifier des régies d'avances et de recettes de l'État auprès des services régionaux ou départementaux relevant du ministère de l'intérieur ;

Vu l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2004 portant création de la régie de recettes auprès de la police municipale d'Houdemont ;

Vu l'arrêté préfectoral du 8 octobre 2004 nommant M. Jean-Claude DAUL, garde-champêtre, en qualité de régisseur titulaire pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L. 2212-5 du code général des collectivités territoriales, et le produit des consignations prévues par l'article L. 121-4 du code de la route et de Mme Reine-Marie MULLER en qualité de régisseur suppléant ;

Vu la lettre du 17 août 2006 de Mme le Maire d'Houdemont proposant la nomination d'un nouveau régisseur titulaire en remplacement de M. Jean-Paul DAUL ;

Vu l'avis favorable en date du 7 septembre 2006 de M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

A R R Ê T E

ARTICLE 1^{er} : M. Laurent MAILHO, gardien, chef de police municipale de la commune d'Houdemont, est nommé en qualité de régisseur titulaire pour percevoir le produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation, en application de l'article L. 2212-5 du code général des collectivités territoriales et le produit des consignations prévues par l'article L. 121-4 du code de la route.

ARTICLE 2 : M. Laurent MAILHO est dispensé de constituer un cautionnement et percevra une indemnité de responsabilité annuelle de 110 €.

ARTICLE 3 : Mme Reine-Marie MULLER, secrétaire de mairie, est nommée régisseur suppléant.

ARTICLE 4 : Mme Reine-Marie MULLER ne peut exercer ses fonctions de suppléant que dans le cadre des fonctions liées à la comptabilité de la régie et ne peut, en aucun cas, constater les infractions, ni verbaliser les contrevenants.

ARTICLE 5 : Le secrétaire général de la préfecture, le maire d'Houdemont et le trésorier-payeur général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au régisseur et à son suppléant, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une ampliation sera adressée au ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire.

Nancy, le 29 septembre 2006

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,
Marc BURG

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT DURABLE ET DES POLITIQUES INTERMINISTERIELLES

BUREAU DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté modificatif de l'arrêté du 24 mai 2006 portant désignation du comité de pilotage pour l'élaboration et la mise en œuvre du document d'objectifs du projet de Site d'Intérêt Communautaire FR 4100157 « Plateau de Malzéville »

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu la directive n° 92/43/CEE du conseil des Communautés européennes du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages,

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L 414-1 à L 414-6 relatifs au réseau Natura 2000 et ses articles R 414-8 à R 414-12 relatifs au document d'objectifs et au comité de pilotage des sites Natura 2000,

Vu la loi n°2005-157 du 23 février 2005 relative au développement des territoires ruraux,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements,

Vu la notification en date du 19 avril 2006 du Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable à la Commission européenne du projet de Site d'Intérêt Communautaire FR4100157 « Plateau de Malzéville »,

Vu l'avis du Directeur Régional de l'Environnement de Lorraine,

Vu l'arrêté préfectoral du 24 mai 2006 nommant les membres du comité de pilotage du site « Plateau de Malzéville »,

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la préfecture,

ARRETE

Article 1 : L'article 2 de l'arrêté du 24 mai 2006 constituant le comité de pilotage chargé de conduire l'élaboration du document d'objectifs de la proposition de Site d'Intérêt Communautaire FR 4100157 "Plateau de Malzéville" et sa mise en œuvre est modifié.

Article 2 : Le comité de pilotage s'établit ainsi qu'il suit :

Représentants des collectivités territoriales et leurs groupements concernés

- M. Jean-Pierre MASSERET, Président du Conseil Régional de Lorraine ou son représentant

- M. Michel DINET, Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle ou son représentant

- M. André ROSSINOT, Président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy ou son représentant

- M. Jean-François HUSSON, Vice-Président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy en charge de l'environnement

- M. Alain LEGRAND, Vice-Président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy en charge du Plateau de Malzéville

- M. Laurent HENART, Député de Meurthe-et-Moselle, Conseiller communautaire

- M. Christian GUILLAUME, Président de la Communauté de communes du Grand Couronné ou son représentant

- M. Didier BIANCHI, Président de la Communauté de communes du bassin de Pompey ou son représentant

- M. Gérard STOERKEL, Maire de Saint Max, Vice-Président de la Communauté Urbaine du Grand Nancy, ou son représentant

- M. Denis LAPOINTE, Maire d'Agincourt ou son représentant

- M. Serge MARCHAL, Maire d'Eulmont ou son représentant

- M. René MARTINUZZI, Maire de Dommarfont ou son représentant

- M. Pierre ROTACH, Maire de Lay-Saint-Christophe ou son représentant

- M. Jean-Paul BOLMONT, Maire de Malzéville ou son représentant
Représentants de propriétaires, exploitants, usagers, associations de protection de la nature, scientifiques

- le Président de la Fédération Départementale des Chasseurs ou son représentant

- le Président du GIC de l'Amezule ou son représentant

- le Président de la Chambre Départementale d'Agriculture ou son représentant

- le Président de la Fédération Départementale des Syndicats d'Exploitants Agricoles ou son représentant

- le Président du Centre Départemental des Jeunes Agriculteurs ou son représentant

- le Secrétaire de la Confédération Paysanne de Meurthe-et-Moselle ou son représentant

- le Président de l'association foncière d'Agincourt ou son représentant

- le Président de l'association foncière d'Eulmont ou son représentant

- le Président de l'association foncière de Lay-Saint-Christophe ou son représentant

- le Président du Conservatoire des Sites Lorrains ou son représentant

- le Président du Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel ou son représentant

- le Président du Centre Régional de la Propriété Forestière ou son représentant

- le Président du Syndicat des Propriétaires Forestiers Sylviculteurs ou son représentant

- le Général de corps d'armée, gouverneur militaire de METZ, état major de la région terre

- le Directeur de l'ADUAN ou son représentant

- le Directeur régional de TDF ou son représentant

- le Directeur départemental de la Fédération française de randonnée pédestre ou son représentant

- le Directeur de SOLVAY SA ou son représentant

- le Président de l'Automobile Club Lorrain ou son représentant

- le Président du Comité départemental de course d'orientation ou son représentant

- le Directeur du Comité départemental de Vol à voile ou son représentant

- le Président de l'aéroclub de l'Est

- le Directeur du Centre permanent d'initiatives à l'environnement (CPIE) de Champenoux ou son représentant

- le Directeur des Conservatoire et Jardins Botaniques de Nancy ou son représentant

Représentants de l'Etat participant aux travaux du comité de pilotage à titre consultatif :

- le Préfet de Meurthe-et-Moselle ou son représentant

- le Directeur Régional de l'Environnement ou son représentant

- le Directeur Départemental de l'Equipeement ou son représentant

- le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ou son représentant

- le Délégué Départemental de l'Office National des Forêts ou son représentant

- le Chef du Service Départemental de l'Office National de la Chasse et de la Faune Sauvage

- le Directeur du lycée de Pixérécourt ou son représentant

Article 3 : Le reste de l'arrêté du 24 mai 2006 est sans changement.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture et le Directeur Régional de l'Environnement de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée aux membres.

Nancy, le 9 octobre 2006

Le Préfet,
Claude BALAND

BUREAU DE LA SOLIDARITÉ, DE LA COHÉSION SOCIALE ET DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Extrait de décision de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle

Réunie le 20 septembre 2006, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SARL ALDI Marché Ennery en qualité d'exploitante, afin d'être autorisée à procéder à l'extension de 199 m² de vente d'un supermarché de type maxi discompte à l'enseigne ALDI à Conflans-en-Jarnisy, portant la surface totale de vente à 826 m².

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de Conflans-en-Jarnisy.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la commission nationale d'équipement commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

Nancy, le 20 juillet 2006

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le directeur,
F. GIROUX

Extrait de décision de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle

Réunie le 20 septembre 2006, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SNC SEPRIC Réalisations en qualité de promoteur, afin d'être autorisée à

procéder à la création d'un magasin d'équipement de la personne à l'enseigne C&A à Frouard, ZAC du Saule Gaillard de 1 350 m² de vente. Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de Frouard. Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la commission nationale d'équipement commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

Nancy, le 20 septembre 2006

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le directeur,
F. GIROUX

Extrait de décision de la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle

Réunie le 20 septembre 2006, la commission départementale d'équipement commercial de Meurthe-et-Moselle, a accordé l'autorisation sollicitée par la SA 4 Murs en qualité de propriétaire et exploitante, afin d'être autorisée à procéder à l'extension de 250 m² de vente d'un magasin de vente de papiers peints et peinture à l'enseigne 4 Murs à Essey-les-Nancy, ZAC de la Porte Verte portant la surface totale de vente à 800 m².

Le texte de la décision est affiché pendant deux mois à la mairie de Essey-les-Nancy.

Avant l'expiration du délai de recours qui est de deux mois ou en cas de recours avant la décision en appel de la commission nationale d'équipement commercial, le permis de construire ne peut être accordé, ni la réalisation entreprise.

Nancy, le 20 septembre 2006

Le préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le directeur,
F. GIROUX

SOUS-PREFECTURE DE TOUL

Arrêté modifiant l'article 2 des statuts du syndicat intercommunal scolaire Fontenoy-sur-Moselle / Aingeray / Sexey-les-Bois [S.I.S.F.A.S]

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
Chevalier de la Légion d'honneur

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 5211-1 et suivants et L 5212-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 20 septembre 2006 donnant délégation de signature à M. Philippe GAZAGNES, sous-préfet de Toul.

VU l'arrêté préfectoral du 31 mai 1985 autorisant la création du S.I.S.F.A.S ; VU la délibération du comité syndical du 1^{er} février 2006 relative à la modification des statuts du S.I.S.F.A.S.

VU la lettre du 26 juin 2006 par laquelle le sous-préfet de Toul a demandé aux maires des communes d'inviter leur conseil municipal à délibérer sur cette modification statutaire ;

VU la délibération concordante du conseil municipal de Sexey-les-Bois en date du 7 juillet 2006 ;

CONSIDERANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres du syndicat, la majorité qualifiée, telle que définie par l'article L 5211-17 du code général des collectivités territoriales, est atteinte ;

A R R E T E

Article 1^{er} : La modification de l'article 2 des statuts du S.I.S.F.A.S. est autorisée comme suit :

"Article 2 : le syndicat a pour objet :

- l'étude et la réalisation des locaux adaptés aux besoins de la scolarisation des enfants d'âge préscolaire et élémentaire des trois communes,
- les interventions nécessaires à la réalisation d'une desserte par autocar entre les trois communes permettant le ramassage des enfants fréquentant les locaux scolaires,
- la gestion et l'entretien des locaux scolaires, du mobilier scolaire et du matériel pédagogique,
- l'organisation et la gestion de la cantine et de la garderie scolaire".

Article 2 : Le sous-préfet de Toul et le président du S.I.S.F.A.S. sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée aux maires des communes concernées et au trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle ; il fera en outre l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

TOUL, le 10 octobre 2006

Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Toul,
Philippe GAZAGNES

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

AGENCE REGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

Arrêté ARH N° 57 D- 2108 du 27 septembre 2006 fixant la composition nominative du Conseil d'Administration du Syndicat Inter hospitalier de Blanchisserie de Metz

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE

VU le Code de la Santé Publique et notamment ses articles R 6132-3 à R 6132-8, R 6132-18 et L 6132-7 ;

VU l'arrêté ARH n° 57 D-1384 du 6 juin 2006 fixant la composition nominative du conseil d'administration du syndicat inter hospitalier de blanchisserie de Metz ;

VU la délibération n°2006-60 du conseil d'administration du centre hospitalier régional de Metz-Thionville en date du 29 juin 2006 portant renouvellement de mandats et désignation de nouveaux représentants ; SUR proposition de la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales ;

A R R E T E

Article 1^{er} : La composition nominative du conseil d'administration du syndicat inter hospitalier de blanchisserie de Metz est fixée comme suit :

Centre Hospitalier Régional de METZ-THIONVILLE

Monsieur le Docteur Michel BEMER, président de la commission

médicale d'établissement, fin du mandat le 17 mai 2008

Madame Roberte BOUR, fin du mandat en septembre 2009

Monsieur Florent CHAMBAZ, fin du mandat le 17 mai 2008

Madame Muriel COLOMBO, fin du mandat le 17 mai 2008

Monsieur Bernard DUPONT, fin du mandat le 17 mai 2008

Madame Elisabeth GLOAGUEN, fin du mandat en septembre 2009

Monsieur le Docteur Philippe LEMARIE, fin du mandat le 17 mai 2008

Monsieur Louis MIRALLES, fin du mandat le 17 mai 2008

Mademoiselle Maud REYNAUD, fin du mandat le 17 mai 2008

Monsieur le Docteur Robert STEMPFER, fin du mandat le 17 mai 2008

Monsieur Jean-Jacques WECKER, fin du mandat en septembre 2009

Centre Hospitalier de SARREBOURG

Monsieur le Docteur Léon-Charles DREYFUSS, président de la

commission médicale d'établissement, fin du mandat le 17 mai 2008

Monsieur Camille ZIEGER, fin du mandat le 17 mai 2008

Monsieur Joseph KALCH, fin du mandat le 17 mai 2008

Centre Hospitalier de BRIEY

Monsieur le Docteur Emmanuel EICHER, président de la commission

médicale d'établissement, fin du mandat en avril 2007

Monsieur François DIETSCH, fin du mandat le 13 octobre 2006

Centre Hospitalier de JURY

Monsieur le Docteur Christophe SCHMITT, Président de la Commission

Médicale d'Etablissement, fin du mandat le 17 mai 2008

Monsieur Pierre CERUTTI, fin du mandat le 17 mai 2008

Centre Hospitalier de TOUL

Madame le Docteur Christine DETOUL, Présidente de la Commission

Médicale d'Etablissement, fin du mandat en mai 2009

Monsieur Pascal BACHER, fin du mandat en mai 2009

Centre Hospitalier de PONT-A-MOUSSON

Madame le Docteur Noëlle CHERY, Présidente de la Commission

Médicale d'Etablissement, fin du mandat le 17 mai 2008

Centre Départemental de l'Enfance à METZ

Madame Christine RITT, fin du mandat le 17 mai 2008

Etablissement de GORZE

Monsieur Laurent SPANNAGEL, fin du mandat en février 2009

Maison de Retraite Saint-François de PONT-à-MOUSSON

Madame Martine MAIRE, fin du mandat le 27 septembre 2008

Représentant des pharmaciens des établissements de santé adhérents au syndicat :

Madame Marie-Béatrice CHRISTMANN fin du mandat en octobre 2008.

Représentant des personnels non médicaux :

Monsieur Roland ARNOULD, fin du mandat le 17 mai 2008

Monsieur Joël CUTTE, fin du mandat le 17 mai 2008

Madame Joëlle RUDOWSKI, fin du mandat le 17 mai 2008

Monsieur Sébastien POCRY, fin du mandat le 17 mai 2008

Article 2 : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 57 D-1384 du 6 juin 2006.

Article 3 : Les membres du conseil d'administration d'un syndicat inter hospitalier sont désignés ou élus pour trois ans. Toutefois leur mandat prend fin si, avant l'expiration de cette période, ils cessent d'exercer le mandat ou les fonctions au titre desquels ils ont été désignés ou élus.

Lorsqu'un membre cesse ses fonctions avant l'expiration de son mandat, il est pourvu dans le délai d'un mois à son remplacement. Dans ce cas, les fonctions du nouveau membre prennent fin à la date à laquelle auraient cessé celles du membre qu'il a remplacé.

Article 4 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Moselle, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle et le secrétaire général du syndicat inter hospitalier sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié aux recueils des actes administratifs de la préfecture de Moselle et de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Fait à Nancy, le 27 septembre 2006

Le Directeur de l'Agence Régionale
de l'Hospitalisation de Lorraine
Antoine PERRIN

Les présentes mesures peuvent être contestées par voies de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans un délai de deux mois à compter de leur notification.

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT

Extrait de l'arrêté n° DDE/CGM/2006-02 du 11 octobre 2006 fixant l'organisation de la direction départementale de l'équipement (DDE)

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE
A R R E T E

Article 1 : Organisation de la DDE

La direction départementale de l'équipement (DDE) de Meurthe-et-Moselle est organisée comme suit :

- La direction est assurée par un directeur, assisté d'un directeur adjoint. Le siège de la DDE est localisé à Nancy.
- Sous l'autorité directe de la direction, est rattaché un cabinet, localisé au siège de la DDE.

La direction départementale de l'équipement comprend 6 services :

Le secrétariat général (SG) est en charge des missions et des activités supports suivantes :

- gestion des ressources humaines, formation,
- gestion des moyens matériels et financiers, de l'informatique, de l'immobilier
- communication interne, externe et documentation,
- stratégie et modernisation du service, prospective
- action sociale et prévention.

Il se compose de 4 pôles et d'une unité :

- pôle ressources humaines (RH),
- pôle logistique (LO) avec les unités suivantes :
 - moyens généraux (MG),
 - webmestre, communication, documentation (COM),
 - comptabilité, finances et marchés (FM),
 - informatique (IN),
- pôle social (PS),
- pôle prévention (PP),
- unité stratégie, prospective et modernisation (SPM).

Dans le domaine de l'informatique, de la gestion courante du personnel et des rémunérations, ce service intervient également pour le compte de la direction interdépartementale des routes de l'Est.

Sont également rattachés au secrétariat général, le comité local d'action social (CLAS), l'association sportive culturelle d'entraide de l'équipement (ASCEE).

Le service est localisé à Nancy, au siège de la DDE.

Le service médical et le service social sont localisés dans les locaux du siège de la DIR Est, à Nancy.

• Le service aménagement, risques et urbanisme (SARU) est en charge des missions et activités dans les domaines de l'aménagement, de la prévention des risques, de l'urbanisme et du juridique. A ce titre, il assure l'animation et le contrôle qualité de la filière ADS, le suivi et l'association de l'Etat à l'élaboration des documents d'urbanisme, l'élaboration des PPR et le suivi du domaine des risques, la traduction territoriale des politiques de l'Etat, la gestion du système d'information géographique de la DDE, le contentieux ressortant des domaines de compétence de la DDE et l'expertise juridique dans ces mêmes domaines.

Il se compose des unités suivantes :

- application du droit des sols (ADS),
- affaires générales et statistiques (AGS),
- affaires juridiques (AJ),
 - bureau d'études SIG (BE),
 - contrôle technique de l'ADS (CT),
 - prévention des risques (PR),
 - procédures d'urbanisme (PU),
 - territorialisation des politiques de l'Etat (TPE).

Le service est localisé à Nancy, au siège de la DDE.

• Le service d'ingénierie d'appui territorial (SIAT) est en charge du pilotage de l'activité de la DDE dans le domaine de l'ingénierie d'appui territorial, (conseil technique de proximité, assistance technique de l'Etat pour les collectivités en matière de solidarité et de l'aménagement du territoire (ATESAT), ingénierie concurrentielle.) Il participe à la réalisation des missions d'ingénierie avec le service territorial. Il réalise des missions, pour le compte du ministère de l'équipement ou d'autres ministères, en constructions publiques. Il assure également des missions, de gestion du domaine, d'ingénierie et d'entretien dans le domaine des bases aériennes pour le compte du ministère de la défense. Il assure une mission de gestion du domaine pour les aérodromes civils.

Il se compose des unités suivantes :

- bureau administratif (BA),
- constructions publiques Etat (CPE),
- constructions publiques collectivités (CPC),
- expertise et assistance technique (EAT),
- subdivision base aérienne (Base),
- mission ingénierie publique (MIP),
- mission qualité pour l'ingénierie publique (MIQ).

Le service est localisé à Champigneulle à l'exception de la subdivision base aérienne localisée à Thuilley-aux-Groselles.

• Le service de l'habitat (SHA) est en charge des missions et activités dans les domaines de l'habitat, de la rénovation urbaine, de la politique de la ville.

Il se compose des unités suivantes :

- délégation locale de l'agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH)
- délégation territoriale de l'agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU),
- action sociale pour le logement (ASL),
- mission coordination (CS),
- connaissances des territoires et info centre (CTI),
- programmation et contrôle du logement social (PCLS),
- qualité du bâtiment et santé (QBS).

Le service est localisé à Nancy, au siège de la DDE.

• Le service transports et sécurité (STS) est en charge des missions et activités dans les domaines de la sécurité routière, du bruit des infrastructures, des transports, des activités liées à la défense, de la gestion de crise, de l'éducation routière. Il conserve également la responsabilité du parc départemental de l'équipement, dans l'attente, conformément aux dispositions de l'article 104 de la loi du 13 août 2004, des orientations nationales en la matière.

Il est composé des unités suivantes :

- sécurité routière (SR),
- transports, bruit et sécurité civile (TBSC),
- éducation routière (ER),
- le parc départemental de l'équipement (Parc).

Le service est localisé à Champigneulle à l'exception du parc départemental, qui est localisé à Tomblaine avec une annexe à Briey et de la cellule éducation routière qui, outre son siège à Champigneulle, dispose d'implantations à Jarmy, Lunéville, Mont-Saint-Martin, Nancy et Vandoeuvre-lès-Nancy.

• Le service territorial (ST) regroupe les unités infra-départementales qui portent et réalisent au niveau local une partie des missions de la DDE, en particulier dans les domaines de l'application du droit des sols, de l'ingénierie d'appui territorial, de l'aménagement, de l'urbanisme et de la prévention des risques. Il est composé de 4 entités principales :

➤ La division territoriale Nord, dont le siège est à Briey, est composée comme suit :

- un pôle aménagement localisé à Briey,
- un pôle risques localisé à Briey,
- un pôle application du droit des sols (ADS) localisé à Briey avec une antenne à Longwy,
- un pôle ingénierie publique localisé à Briey avec une antenne à Longwy,

Son périmètre est celui de l'arrondissement de Briey.

➤ La subdivision de Nancy, dont le siège est localisé à Champigneulle, est composée comme suit :

- un pôle application du droit des sols (ADS) localisé à Champigneulle avec une antenne à Pont-à-Mousson et une antenne à Haroué,
- un pôle ingénierie publique (IP) localisé à Champigneulle avec une antenne à Pont-à-Mousson et une antenne à Haroué,

Son périmètre est celui de l'arrondissement de Nancy.

➤ La subdivision de Toul, dont le siège est localisé à Toul, est composée comme suit :

- un pôle application du droit des sols (ADS) localisé à Toul,
- un pôle ingénierie publique (IP) localisé à Toul,

Son périmètre est celui de l'arrondissement de Toul.

➤ La subdivision de Lunéville, dont le siège est localisé à Lunéville, est composée comme suit :

- un pôle application du droit des sols (ADS) localisé à Lunéville avec une antenne à Blâmont,
- un pôle ingénierie publique (IP) localisé à Lunéville avec une antenne à Blâmont.

L'antenne de Blâmont demeurera jusqu'à la réalisation de nouveaux locaux pour le siège de la subdivision de Lunéville.

Son périmètre est celui de l'arrondissement de Lunéville.

Article 2 : Dispositions transitoires concernant la mise en place de la DIR Est

Outre les services cités à l'article 1, il est créé un service, temporaire, intitulé DDE-DIR Est, chargé de l'exercice des missions relevant du domaine de compétence de la DIR Est telles que définies par le décret 2006-304 du 16 mars 2006 et l'arrêté interministériel du 29 mai 2006. Ce service regroupe les agents ayant vocation à être affectés à la DIR Est au 1^{er} janvier 2007 et mis sous l'autorité fonctionnelle du directeur interdépartemental des routes Est avant le 31 décembre 2006.

Ce service est localisé à Nancy. En tant que de besoin, les décisions de mise sous autorité fonctionnelle préciseront des résidences administratives différentes en fonction des besoins du service.

Article 3 : Dispositions transitoires concernant les services à transférer au département de Meurthe-et-Moselle

Sont également créés, au sein de la DDE de Meurthe-et-Moselle deux services, temporaires, intitulés DDE-CG-RD et DDE-CG-RNIL, chargés respectivement de l'exercice des missions d'entretien et d'exploitation des routes départementales d'une part, de l'entretien, de l'exploitation et de l'aménagement des routes nationales d'intérêt local transférées au 1^{er} janvier 2006. Ils sont également en charge des missions support correspondantes. Ces services regroupent les agents chargés de ces missions et ayant vocation à rejoindre les services du département de Meurthe-et-Moselle.

Chacun de ces services comprend les parties des unités suivantes :

- service support, localisé à Nancy ;
- service gestion des infrastructures- cellule ingénierie et exploitation du trafic, localisée à Nancy ;
- subdivision de Longwy - centre de Villers-la-Chèvre ;
- subdivision d'Audun-le-Roman - centre d'Audun le Roman ;
- subdivision de Briey - centres de Briey et de Conflans ;
- subdivision de Longuyon - centre de Longuyon ;
- subdivision de Toul - centres de Bernécourt et de Toul ;
- subdivision d'Haroué - centres d'Haroué, de Vézelize, de Vandéleville et de Virecourt ;
- subdivision de Nancy Nord - centres de Champigneulle, de Varangéville, de Nomeny et de Neuves-Maisons ;

- subdivision de Pont-à-Mousson – centres de Thiaucourt et de Pont-à-Mousson ;
- subdivision de Lunéville - centres de Lunéville et de Baccarat ;
- subdivision de Blâmont - centres de Blâmont et de Badonviller.

Les résidences administratives des subdivisions et centres restent inchangées.

Le service DDE-CG-RD comprend en outre les services mis sous l'autorité fonctionnelle du président du conseil général au titre de l'article 7 de la loi n°92-1255 du 2 décembre 1992 :

- bureau des ouvrages d'art, localisé à Nancy,
- UDAM de Nancy-Val de Lorraine dont le siège est situé à Maxéville et avec une antenne à Thiaucourt ;
- UDAM de Longwy-Briey dont le siège est à Conflans avec une antenne à Longuyon ;
- UDAM Sud-Ouest dont le siège est à Vézelize et avec une antenne à Toul ;
- UDAM du Lunévillois dont le siège est à Baccarat avec des antennes à Lunéville et Blâmont.

Article 4 : Dates d'effet

L'organisation visée aux articles 1 à 3 ci-dessus, se mettra en place progressivement à partir du 23 octobre 2006 et au plus tard le 1^{er} janvier 2007.

Le service DDE-DIR Est sera supprimé au 1^{er} janvier 2007.

Les services DDE-CG seront supprimés à la date d'effet des transferts de services au département de Meurthe-et-Moselle pour les compétences routes départementales et routes nationales d'intérêt local.

Des dispositions transitoires, destinées à faciliter le passage de l'organisation actuelle à cette nouvelle organisation, pourront par ailleurs être décidées par le directeur départemental de l'équipement de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Mise en œuvre

Le directeur départemental de l'équipement est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

A Nancy, le 11 octobre 2006

Le Préfet,
Claude BALAND

Cet arrêté peut être consulté dans son intégralité dans le service émetteur.

A V I S

Par arrêté préfectoral n° 1120/06 du 3 octobre 2006, la Solorem a été autorisée à exécuter les travaux en vue de la création liaison HTA, Zac du plateau de Brabois, sur la commune de Vandoeuvre.

SERVICE LOGEMENT SOCIAL

Arrêté autorisant le versement direct de l'APL à l'association "Adultes et Enfants Inadaptés Mentaux" (A.E.I.M.) à Vandoeuvre

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la construction et de l'habitation, et notamment ses articles L 442-8-1 et R 351-27 ;

VU la demande présentée le 1^{er} septembre 2006 par l'association "Adultes et Enfants Inadaptés Mentaux" (A.E.I.M.), gestionnaire du Foyer d'Adultes Handicapés à Lunéville ;

VU le rapport du Directeur Départemental de l'Équipement ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

A R R Ê T E

ARTICLE 1 : L'Association "Adultes et Enfants Inadaptés Mentaux", compte tenu de son action sociale en matière de logement, est agréée pour bénéficier du versement direct de l'Aide Personnalisée au Logement pour les 21 logements de type T 1', situés 21 rue de la Meuse – Quartier Saint Charles à HAUCOURT MOULAINE, faisant l'objet de la convention APL n° 54/3/06.2003/79.297/1/4591.

ARTICLE 2 : Le présent agrément est accordé sans limitation de durée. Il pourra faire l'objet d'un arrêté préfectoral de retrait en cas de manquements graves de l'Association "Adultes et Enfants Inadaptés Mentaux" à ses engagements sociaux et après qu'elle ait été mise en demeure de présenter ses observations.

ARTICLE 3 : Le secrétaire général de la préfecture et le directeur départemental de l'équipement sont chargés de l'application du présent arrêté qui sera notifié au président de l'association "Adultes et Enfants Inadaptés Mentaux".

Nancy, le 22 septembre 2006

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
Marc BURG

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

Arrêté n°3767 portant autorisation d'extension du Centre d'Accueil pour Les Demandeurs d'Asile (CADA) géré par l'association A.R.S.

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles notamment les articles L.312-1 à L.312-5, L.313-1 et suivants, ainsi que les articles R.313-1 à R.313-9,

VU les lois n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée et n° 83-663 du 22 juillet 1983 relatives à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat,

VU le programme 14 du plan de cohésion sociale,

VU l'arrêté préfectoral n°904 du 29 octobre 2004 portant création d'un centre d'accueil pour demandeurs d'asile d'une capacité de 70 places,

VU le courrier de la Direction de la Population et des Migrations en date du 30 juin 2006 autorisant la transformation de places d'urgence en places CADA en Meurthe-et-Moselle

SUR RAPPORT de Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales

A R R Ê T E

Article 1^{er} : L'association A.R.S., dont le siège social est situé 6 boulevard d'Austrasie – 54000 NANCY, est autorisé à ouvrir à compter du 1^{er} août 2006, des places supplémentaires au sein du Centre d'Accueil pour Demandeurs d'Asile (CADA) par transformation de places d'urgence.

Article 2 : La capacité supplémentaire est de 50 places. La capacité totale de l'établissement est donc portée à 120 places.

Article 3 : L'extension de places au sein de cet établissement fera l'objet d'une information lors du prochain CROSMS « personnes en difficultés sociales ».

Article 4 : Les règles générales de fonctionnement du CADA seront définies par une convention annuelle renouvelable par tacite reconduction, signée entre l'association A.R.S. et le Préfet de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : Les recours dirigés contre le présent arrêté doivent être portés devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale sis 4 rue Piroux – CO n° 71 – 54036 NANCY CEDEX, dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles il sera notifié, à compter de sa notification.

Article 6 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et Madame la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association A.R.S., publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et transmis à la direction départementale des archives.

Fait à Nancy, le 6 octobre 2006

Le Préfet
Claude BALAND

Délégation n°116/06 de la Commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine autorisant le directeur de l'agence à signer l'avenant au C.O.M. n°11 de la polyclinique Pasteur à Essey-lès-Nancy, qui concrétise la tarification de l'activité de rééducation cardio-vasculaire

VU le code de la santé publique et notamment les articles L. 6114-1 et L. 6114-3 ;

VU le code de la sécurité sociale et notamment les articles L. 162-22-1 à L.162-22-5 et R.162-41 ;

VU la loi n° 2005-1579 du 20 décembre 2005 de financement de la sécurité sociale pour 2006 ;

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'agence régionale de l'hospitalisation de lorraine et la polyclinique Pasteur à Essey-lès-Nancy ;

D É C I D E

D'autoriser le directeur de l'A.R.H. de lorraine à signer un avenant au contrat d'objectifs et de moyens et d'approuver les tarifs fixés à compter du 19 juillet 2006, pour une structure de 20 places de réadaptation cardiovasculaire, à savoir :

Prestations	rééducation cardio vasculaire hospitalisation à temps partiel
Forfait de séance	156 €
Majoration PMSI	6.28 €

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe et Moselle.

Fait à Nancy, le 19 septembre 2006

Le président de la commission exécutive,
Antoine PERRIN

Délégation n°117/06 de la Commission exécutive de l'A.R.H. de Lorraine autorisant le directeur de l'agence à signer l'avenant au C.O.M. n°7 de l'A.L.T.I.R. à Vandoeuvre, qui concrétise les changements de tarifs de la dialyse péritonéale

Délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de lorraine publiée au Journal Officiel du 10 janvier 1997 ;

VU les articles L. 6114-1 à L. 6114-3 du code de la santé publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU les articles L.162-22-6 à 162-22-18 du code de la sécurité sociale relatifs aux frais d'hospitalisation afférents aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie des établissements de santé ;

VU le décret n° 2004-1539 du 30 décembre 2004 relatif aux objectifs de dépenses des établissements de santé ainsi qu'à la fixation de leurs ressources financées par l'assurance maladie et modifiant le code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation du 21 mars 2006 fixant les règles générales de modulation des coefficients de transition ;

VU l'arrêté ministériel du 25 août 2006 modifiant l'arrêté du 5 mars 2006 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté ministériel du 25 août 2006 modifiant les arrêtés du 5 mars 2006 fixant pour l'année 2006 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'agence régionale de l'hospitalisation et l'A.L.T.I.R. à Vandoeuvre-les-Nancy ;

DÉCIDE

D'approuver les clauses de l'avenant n° 7 au contrat d'objectifs et de moyens conclu avec l'A.L.T.I.R. à Vandoeuvre-les-Nancy relatif à la revalorisation de l'activité de dialyse péritonéale (D.P.A. – D.P.C.A. et tierce personne) ;

D'autoriser le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation de lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de Meurthe-et-Moselle.

Fait à Nancy, le 19 septembre 2006

Le Président de la Commission Exécutive
Antoine PERRIN

Délibération n°118/06 de la Commission exécutive de l'A.R.H. de lorraine autorisant le directeur de l'agence à signer l'avenant au C.O.M. n°5 de l'association Saint André à Metz

Délibérant régulièrement conformément à l'article L 6115-4 du code de la santé publique et l'article 12 de la convention constitutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de lorraine publiée au journal officiel du 10 janvier 1997,

VU les articles L. 6114-1 à L. 6114-3 du code de la santé publique relatifs aux contrats pluriannuels conclus entre les agences régionales de l'hospitalisation et les établissements de santé ;

VU les articles L.162-22-6 à 162-22-18 du code de la sécurité sociale relatifs aux frais d'hospitalisation afférents aux activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie des établissements de santé ;

VU le décret n° 2004-1539 du 30 décembre 2004 relatif aux objectifs de dépenses des établissements de santé ainsi qu'à la fixation de leurs ressources financées par l'assurance maladie et modifiant le code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation du 21 mars 2006 fixant les règles générales de modulation des coefficients de transition ;

VU l'arrêté ministériel du 25 août 2006 modifiant l'arrêté du 5 mars 2006 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté ministériel du 25 août 2006 modifiant les arrêtés du 5 mars 2006 fixant pour l'année 2006 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé mentionnés à l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU le contrat d'objectifs et de moyens signé entre l'agence régionale de l'hospitalisation et l'association Saint-André à Metz ;

DÉCIDE

D'approuver les clauses de l'avenant n° 5 au contrat d'objectifs et de moyens conclu avec l'association Saint-André à Metz relatif à la revalorisation de l'activité de dialyse péritonéale (D.P.A. – D.P.C.A. et tierce personne) ;

D'autoriser le directeur de l'agence régionale d'hospitalisation de lorraine à signer ledit avenant.

La présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs du département de la Moselle.

Fait à Nancy, le 19 septembre 2006

Le Président de la Commission Exécutive,
Antoine PERRIN

Délibération n°119/06 de la Commission exécutive de l'A.R.H. de lorraine, modifiant l'article 1.2 de l'avenant au C.O.M. passé en commission exécutive le 13/07/06

VU le code de la santé publique et notamment ses articles L. 6143-1, L. 6143-2 et R. 6145-64 et suivants,

VU l'ordonnance n° 2005-406 du 2 mai 2005 simplifiant le régime juridique des établissements de santé,

VU la loi n° 2000-1257 du 23 décembre 2000 de financement de la sécurité sociale pour 2001 modifiée notamment son article 40,

VU le décret n° 2001-1242 du 21 décembre 2001 modifié relatif au fonds pour la modernisation des établissements de santé publics et privés,

VU la circulaire D.H.O.S./2003/139 du 20 mars 2003 relative au plan d'investissement national « hôpital 2007 »,

VU la circulaire D.H.O.S./F n° 495 du 15 octobre 2003 relative aux conditions d'attribution des aides du volet investissement du plan « hôpital 2007 »,

VU la décision de l'agence régionale de l'hospitalisation de lorraine en date du 20 juin 2006 d'approbation de l'opération de construction du nouvel hôpital de Metz sur le site du château de Mercy,

VU le projet d'avenant n° 2 au contrat d'objectifs et de moyens du C.H.R. Metz-Thionville dans le cadre du volet « hôpital 2007 »

VU l'avis de la commission exécutive de l'agence régionale de l'hospitalisation de lorraine formulé au cours de sa séance du 19 septembre 2006,

CONSIDERANT que le projet de construction du nouvel hôpital de Metz a été inscrit par l'agence régionale de l'hospitalisation de lorraine au dispositif « plan hôpital 2007 » dans le cadre de l'O.R.P.I. (objectif régional pluriannuel d'investissement) pour la région lorraine et retenu par le ministère,

CONSIDERANT que la réalisation de cette opération s'inscrit dans le cadre d'un marché de conception-réalisation, qui permet de répondre aux exigences calendaires imposées par le « plan hôpital 2007 »,

CONSIDERANT que le programme d'investissement relatif à cette construction a été approuvé par l'agence régionale de l'hospitalisation de lorraine par décision du 20 juin 2006,

DÉCIDE

De signer, par les deux parties concernées, l'avenant n° 2 au contrat d'objectifs et de moyens du C.H.R. Metz-Thionville lui attribuant une aide en fonctionnement de 4 850 000 € en crédits O.N.D.A.M., dans le cadre du dispositif « hôpital 2007 », pour la construction du nouvel hôpital de Metz.

La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la région lorraine et du département de la Moselle, conformément aux dispositions de l'article R 712-43 du code de la santé publique.

Fait à Nancy, le 19/09/06

Le Président de la Commission Exécutive
Antoine PERRIN

NOMINATION AU CHOIX Avis de vacance de poste AGENT CHEF deuxième catégorie

Conformément aux dispositions du décret n° 91-45 du 14 janvier 1991 modifié, article 4 (2°), l'établissement bénéficiaire d'un poste à pourvoir par nomination au choix au titre de l'année 2006, dans le grade de agent chef de deuxième catégorie est le suivant :

Maison de Retraite 1 Poste
69 avenue du Général Leclerc
54700 PONT A MOUSSON

Peuvent faire acte de candidature : les contremaîtres principaux, les maîtres ouvriers principaux, les agents techniques d'entretien principaux, les chefs de garage principaux et les conducteurs ambulanciers hors catégorie ainsi que les contremaîtres, les maîtres ouvriers, les agents techniques d'entretien, les chefs de garage et les conducteurs ambulanciers de 1^{ère} catégorie comptant au moins 3 ans de services effectifs dans leur corps

Les candidatures, accompagnées de toutes pièces justificatives de la situation administrative des candidats, doivent être adressées, par écrit, le cachet de la poste faisant foi, à Monsieur le Directeur de l'établissement concerné, dans un délai d'un mois à compter de la date de publication du présent avis au Recueil des Actes Administratifs.

NOMINATION AU CHOIX Avis de vacance de poste CONTREMAITRE

Conformément aux dispositions du décret n° 91-45 du 14 janvier 1991 article 9 (2°), les établissements bénéficiaires de postes à pourvoir par nomination au choix au titre de l'année 2006, dans le grade de contremaître sont les suivants :

CAPs de ROSIERES aux SALINES 1 Poste
4 rue Léon Parisot
54110 ROSIERES aux SALINES

C.H Maillot de BRIEY 1 Poste
31 avenue Albert de Briey
54151 BRIEY CEDEX

C.H de SAINT NICOLAS DE PORT 1 Poste
3 rue du Jeu de Paume
54210 SAINT NICOLAS DE PORT

H.L.I de POMPEY-LAY ST CHRISTOPHE 1 Poste
3 rue de l'avant garde
54340 POMPEY

Peuvent faire acte de candidature : les maîtres-ouvriers comptant 3 ans de services effectifs dans leur grade et les ouvriers professionnels qualifiés parvenus au 5ème échelon de leur grade.

Les candidatures, accompagnées de toutes pièces justificatives de la situation administrative des candidats, doivent être adressées à Monsieur le Directeur des établissements susnommés, dans un délai d'un mois à compter de la date de publication du présent avis au Recueil des Actes Administratifs.

NOMINATION AU CHOIX Avis de vacances de postes MAITRE OUVRIER

Conformément aux dispositions du décret n° 91-45 du 14 janvier 1991 modifié, article 19 (3°), les établissements suivants bénéficient de postes à pourvoir par nomination au choix au titre de l'année 2006 dans le grade de Maître Ouvrier :

C.H.U. de NANCY 29, avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny 54035 NANCY CEDEX	1 Poste
C.P.N. de LAXOU 1 rue du Dr Archambault 54521 LAXOU	2 Postes
Hôp Intercommunal 3H Santé de CIREY S/ VEZOUZE 62 rue R Poincaré 54480 CIREY	2 Postes
Maternité Régionale de NANCY 10 rue du Dr Heydenreich 54000 NANCY	1 Poste
REMM (Réseau Educatif de Meurthe-et-Moselle) 1 rue Bel Air 54520 LAXOU	3 Postes

Peuvent faire acte de candidature : les ouvriers professionnels qualifiés ayant atteint au moins le 5ème échelon de leur grade et les ouvriers professionnels spécialisés comptant au moins neuf ans de services effectifs dans le corps.

Les candidatures, accompagnées de toutes pièces justificatives de la situation administrative des candidats, doivent être adressées, par écrit, le cachet de la poste faisant foi, à Monsieur le Directeur de l'établissement concerné, dans un délai de 1 mois à compter de la date de publication du présent avis au Recueil des Actes Administratifs.

SERVICE SANTE - ENVIRONNEMENT

Arrêté n° 3732 portant désignation des membres du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques (CODERST)

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la Légion d'Honneur

VU le code de la santé publique,
VU le code général des collectivités territoriales ;
VU le code de l'environnement ;
VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU l'ordonnance n° 2004-637 du 1er juillet 2004 relative à la simplification de la composition et du fonctionnement des commissions administratives et à la réduction de leur nombre ;
VU le décret n° 2006-665 du 7 juin 2006 relatif à la réduction du nombre et à la simplification de la composition de diverses commissions administratives ;
VU le décret n° 2006-672 du 8 juin 2006 relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;
VU le décret du Président de la République du 2 décembre 2004 nommant M. Claude BALAND, préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté n°3472 du 11 septembre 2006 portant création du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;
SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture ;

A R R E T E

Article 1 : La composition du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques, prévu à l'article 4 de l'arrêté n°3472 du 11 septembre 2006, est arrêté comme suit :
Présidence : le préfet ou son représentant.

- 1^{er} groupe – Sept représentants des services de l'Etat :
- le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement ou son représentant ;
- le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ou son représentant ;
- la directrice départementale des services vétérinaires ou son représentant ;
- le directeur départemental de l'équipement ou son représentant ;
- la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales ou son représentant ;
- le directeur régional de l'environnement ou son représentant ;
- le directeur du service de la navigation du Nord-Est ou son représentant.

- 2^{ème} groupe – Cinq représentants des collectivités territoriales :
- deux conseillers généraux, titulaires et suppléants,

Titulaires :	Suppléants :
M. BOURA Claude	Mme OLIVIER Dominique
Conseiller Général	Conseiller Général
M. JACQUIN Olivier	M. VILLAUME Maurice
Conseiller Général	Conseiller Général

- trois maires, titulaires et suppléants,

Titulaires :	Suppléants :
M. GUILLAUME Jean-François	M. FLEURENCE Jean-Marc
Maire de VILLE-en-VERMOIS	Maire de MATTEXY
Mme BRABANT Brigitte	M. JACQUEMIN René
Maire de ESSEY-et-MAIZERAIS	Maire de VILLECEY-sur-MAD
M. GRIVEL CLAUDE	M. LAMAZE MICHEL
Maire de MESSEIN	Maire de FOUG

- 3^{ème} groupe - Neuf représentants d'associations agréées de consommateurs, de pêche et de protection de l'environnement, des professionnels et des experts :

- un représentant d'une association agréée de consommateurs ;	
Titulaire :	Suppléant :
M. VORMS Raymond	M. PERSON Jacques
- un représentant d'une association agréée de pêche ;	
Titulaire :	Suppléant :
M. JACQUES JEAN-CLAUDE	M. TAVOSO ERIC
- un représentant d'une association agréée de l'environnement ;	
Titulaire :	Suppléant :
M. RIGOLOT RAYNALD	M. PETIT FRANÇOIS
- trois représentants des professions dont l'activité relève du domaine de compétence de la commission à savoir :	
- un représentant de la chambre de commerce et d'industrie de Meurthe-et-Moselle,	
Titulaire :	Suppléant :
M. MISS Xavier	M. EVEN Alain
- un représentant de la chambre de métiers de Meurthe-et-Moselle,	

Titulaire :	Suppléant :
M. JACQUOT JEAN-PIERRE	M. MUSQUAR YVES
- un représentant de la chambre d'agriculture de Meurthe-et-Moselle.	

Titulaire :	Suppléant :
M. GROJEAN MICHEL	M. COLIN BRUNO
- trois experts dont l'activité relève du domaine de compétence de la commission à savoir :	
- un représentant de l'ordre des architectes de Meurthe-et-Moselle,	

Titulaire :	Suppléant :
M. LEDUC Patrice	M. PETIT Dominique
- un représentant de la caisse régionale d'assurance maladie,	

Titulaire :	Suppléant :
M. GOBILLARD FRANÇOIS	M. BURY MARC
- le directeur du service départemental d'incendie et de secours de Meurthe-et-Moselle ou son représentant.	

- 4^{ème} groupe - Personnalités qualifiées :
- quatre personnalités qualifiées dont un médecin.

M. BOULY Serge, hydrogéologue agréé ;
M. MUNOZ Jean François, Directeur du laboratoire d'études et de recherche en Hydrologie de l'AFSSA ;
M. le Docteur FENOT Jean Luc, Vice Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins ;
M. le Docteur MANEL Jacques, médecin, Directeur du centre anti-poison de NANCY.

Article 3 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à chacun des membres du CODERST et inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.
NANCY, le 19 septembre 2006

Le Préfet,
Claude BALAND

SERVICE ACTIONS ET ETABLISSEMENTS DE SANTE

Extrait de l'arrêté DDASS/AES/JFL/MC-n°696/06 portant modification de l'autorisation de dispenser à domicile de l'oxygène à usage médical

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la légion d'honneur,

ARRETE

Art.1^{er} : La Société LOCAPHARM sise Z.I. allée des Sablons - Châteauroux (36000) est autorisée, pour son site de Pont-à-Mousson, à dispenser à domicile de l'oxygène à usage médical suite au transfert d'adresse de son activité, du 223 avenue Edmond Michelet - ZAC du Breuil à Pont-à-Mousson (54700) au 105 avenue Edmond Michelet - ZAC du Breuil à Pont-à-Mousson (54700) ;

Art.2 : Toute modification des éléments figurant dans le dossier de demande d'autorisation doit donner lieu à déclaration ;

Art. 3 : Les activités de ce site doivent être réalisées en conformité avec les dispositions de l'arrêté du 17 novembre 2000 relatif aux bonnes pratiques de dispensation à domicile de l'oxygène à usage médical ;

Art. 4 : Toute infraction aux dispositions de l'arrêté du 17 novembre 2000 pourra entraîner la suspension ou la suppression de la présente autorisation ;

Art. 5 : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales de Meurthe-et-Moselle est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs et dont copie sera adressée à M. Pierre AUPHELLE ; M. Christian CAMUZEUX (pharmacien responsable) ; M. le président du conseil de l'ordre national des pharmaciens - section D ; à la directrice régionale des affaires sanitaires et sociales de Lorraine (inspection de la pharmacie).
Nancy, le 2 octobre 2006

Pour Le préfet et par délégation,
Pour la directrice départementale
Des affaires sanitaires et sociales,
Le directeur adjoint,
Jean-François LHUILLIER

Cet arrêté peut être consulté dans son intégralité dans le service émetteur.

Arrêté n° 5 du 9 octobre 2006 fixant la composition du conseil d'administration du SINCAL

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6132-1 à L. 6132-8, R 713-3-1 à R 731-3-18 ;
 VU l'arrêté ARH-DDASS 54 N° 45 du 18 mai 2001 portant création du Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) entre le Centre Hospitalier Régional Universitaire de NANCY (CHRU) et l'Union pour la Gestion des Etablissements des Caisses d'Assurance Maladie du Nord-Est (UGEAM) ;
 VU l'arrêté n° 4 du 21 juin 2006 fixant la composition du Conseil d'Administration du SINCAL ;
 VU la demande de Monsieur VUILEMIN, Secrétaire Général du SINCAL, en date du 6 septembre 2006 ;
 SUR proposition de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;

A R R Ê T E

Article 1er. - : La composition du Conseil d'Administration du SINCAL est fixée comme suit :

- 1 Cinq représentants du conseil d'administration du CHU**
 - Monsieur le Docteur ROSSINOT, Président du Conseil d'Administration du CHU, fin du mandat en octobre 2007
 - Madame le Docteur JACOB, Vice Présidente de la Commission Médicale du CHU, fin du mandat en octobre 2007
 - Monsieur BRAAS, fin du mandat en octobre 2007
 - Madame le Docteur NICOLAS, fin du mandat en octobre 2007,
 - Madame le Docteur SCHLITTER-BALLE, conseillère municipale de la ville de NANCY, fin du mandat en octobre 2007.
- Cinq représentants du conseil d'administration de l'UGEAM**
 - Monsieur Michel GERAULD, Président UGEAM Nord-Est, fin du mandat en mars 2008,
 - Monsieur Etienne MALHER, fin du mandat en mars 2008,
 - Monsieur Patrick DEL GRANDE, Président CPAM NANCY, fin du mandat en mars 2008,
 - Monsieur Eric CHENUT, fin du mandat en mars 2008,
 - Monsieur DELICOURT, salarié, fin du mandat en mars 2008.
- 2 Un représentant du corps médical pour le CHU**
 - Monsieur le Professeur DAUTEL, chirurgien des hôpitaux, fin du mandat en octobre 2007,
- Un représentant du corps médical pour l'UGEAM**
 - Monsieur le Docteur ROCHE, chirurgien, fin du mandat en octobre 2007.
- 3 Un représentant du personnel non médical pour le CHU**
 - Monsieur ADAM, fin du mandat en octobre 2007.
- Un représentant du personnel non médical pour l'UGEAM**
 - Madame VONNET, fin du mandat en octobre 2007.
- 4 Le Président de la Commission Médicale d'Etablissement du CHU**
 - Monsieur le Professeur SCHMUTZ, praticien hospitalier, fin du mandat en octobre 2007.
- Le Président de la Commission Médicale d'Etablissement de l'UGEAM**
 - Monsieur le Professeur MOLE, fin du mandat en octobre 2007.
- 5 Le pharmacien du CHU**
 - Madame LABRUDE, pharmacien, fin du mandat en octobre 2007.
- Le pharmacien de l'UGEAM**
 - Madame le Docteur CESARI, pharmacien, fin du mandat en octobre 2007.
- Siègent à titre consultatif, les représentants des usagers suivants**
 - Madame CASTELLI Colette, représentant l'Association VMEH,
 - Monsieur le Docteur MAISON Lucien, représentant l'Association Médecins du Monde.

Article 2. - : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 4 du 21 juin 2006.

Article 3. - : La directrice départementale des affaires sanitaires et sociales et le secrétaire général du SINCAL, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Fait à Nancy, le 9 octobre 2006
 Le Directeur de l'Agence Régionale
 De l'Hospitalisation de Lorraine,
 Docteur Antoine PERRIN

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Arrêté n° 18 du 9 octobre 2006 fixant la composition du conseil d'administration du centre hospitalier universitaire de Nancy

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6143-5 et R 6143-6 .

VU la circulaire DH/SDAF/AF1/96-n° 702 du 15 novembre 1996 relative à la composition et au fonctionnement des Conseils d'Administration des Etablissements Publics de Santé ;

VU l'arrêté n° 17 du 19 septembre 2005 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY ;

VU le renouvellement du mandat de Monsieur Hubert PIERRE, infirmier libéral, en tant que personne qualifiée représentant les professions paramédicales ;

VU la proposition de Monsieur COLOMBEL, Directeur du CHU de NANCY, proposant la candidature de Madame Huguette BOISSONNAT représentant ATD Quart Monde comme 3^{ème} représentant des usagers ;

SUR proposition de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;

A R R Ê T E

Article 1er. - : La composition du Conseil d'Administration du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY est fixée comme suit :

- 1 Le maire de la commune – Président de droit du Conseil d'administration**
 - Monsieur André ROSSINOT, Président, Maire de la ville de NANCY, fin du mandat en mars 2007.
- 2 Quatre représentants désignés par le conseil municipal**
 - Monsieur Jean-François HUSSON, Conseiller Municipal, fin de mandat en mars 2007,
 - Madame Valérie LEVY-JURIN, Conseillère Municipale, fin de mandat en mars 2007,
 - Madame Sylvie SCHLITTER-BALLEE, Conseillère Municipale, fin du mandat en mars 2007,
 - Monsieur Jean-Marie SCHLERET, Conseiller Municipal, fin du mandat en mars 2007.
- 3 Trois représentants d'autres communes de la région désignés par le conseil municipal de la commune intéressée**
 - Monsieur Gérard HOWALD, Conseiller Municipal représentant la commune de TOUL, fin du mandat en mars 2007,
 - Madame Françoise NICOLAS, Maire représentant la commune de VANDOEUVRE, fin du mandat en mars 2007,
 - Monsieur Gilbert ANTOINE, Conseiller Municipal représentant la commune de LAXOU, fin du mandat en mars 2007.
- 4 Deux représentants du conseil général désignés par le conseil général**
 - Madame CREUSOT Nicole, Vice Présidente du Conseil Général, fin du mandat en avril 2007,
 - Monsieur KLEIN Mathieu, Vice Président du Conseil Général, fin du mandat en avril 2007.
- 5 Deux représentants du conseil régional désignés par le conseil régional**
 - Monsieur MANGIN René, Conseiller Régional de Lorraine, fin du mandat en mars 2007,
 - Monsieur HATZIG Patrick, Conseiller Régional de Lorraine, fin du mandat en mars 2007.
- 6 Le président et le vice président de la CME**
 - Président : Monsieur le Professeur Jean-Luc SCHMUTZ, Chef du Service de Dermatologie au Groupe Hospitalier M.V.F, fin du mandat en mars 2007,
 - Vice-Président : Madame le Docteur Christine JACOB, Laboratoire de Biochimie de l'Hôpital de Brabois Adultes, fin du mandat en mars 2007
- 7 Quatre autres membres de la CME**
 - Monsieur le Professeur Michel CLAUDON, Chef des Services de Radiologie de l'Hôpital Brabois Enfants et de l'Hôpital Jeanne d'Arc, fin du mandat en mars 2007,
 - Monsieur le Professeur Michel SCHMITT, Chef du Service de Chirurgie Infantile Viscérale de l'Hôpital de Brabois Enfants, fin du mandat en mars 2007,
 - Monsieur le Docteur Pierre THOUVENOT, du Service de Médecine Nucléaire de l'Hôpital Central, fin du mandat en mars 2007,
 - Monsieur le Docteur Christian VOLTZ, du Département d'Anesthésiologie de l'Hôpital de Brabois Adultes, fin du mandat en mars 2007.
- 8 Un membre de la commission du service de soins infirmiers**
 - Madame Marie-Odile PAULY, membre de la CSSI, prolongation du mandat jusqu'en juin 2006.
- 9 Cinq représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires**
 - Monsieur Serge ADAM, aide soignant, représentant le syndicat CFDT, fin du mandat le 31 décembre 2007,
 - Monsieur Stéphane MAIRE, représentant le syndicat CFDT, fin du mandat le 31 décembre 2007,
 - Monsieur Jacques BRAAS, ambulancier, représentant le syndicat CFDT, fin du mandat le 31 décembre 2007,
 - Monsieur Jean-Marie CROVISIER, adjoint des cadres, représentant le syndicat CGT, fin du mandat le 31 décembre 2007,
 - Monsieur Michel MEYER, représentant le syndicat UNSA, fin du mandat le 31 décembre 2007.
- 10 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales**
 - Monsieur le Professeur Michel LUCIUS, Professeur des Universités, personne qualifiée, fin du mandat en mai 2007,

- Monsieur le Docteur Robert MACHIN, praticien libéral, fin du mandat en juin 2006,
- Monsieur Hubert PIERRE, infirmier libéral, fin du mandat en mai 2009.

11 Le directeur de l'UFR médicale et/ou le président du comité de coordination de l'enseignement médical

- Monsieur le Professeur Henry COUDANE, Vice-Doyen de la Faculté de Médecine, fin du mandat en janvier 2007.

12 Deux représentants des usagers

- Monsieur le Docteur Lucien MAISON, représentant « Médecins du Monde », fin du mandat en mai 2007,
- Monsieur Jean-Bernard DUREUX, retraité de l'éducation nationale, représentant l'URIOPSS de Lorraine, fin du mandat en mai 2007,
- Madame Huguette BOISSONNAT, représentant ATD Quart Monde, fin du mandat en juin 2007.

Article 2.- : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 17 du 19 septembre 2005.

Article 3.- : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Hospitalier Universitaire de NANCY, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Fait à Nancy, le 9 octobre 2006
Le Directeur de l'Agence Régionale
De l'Hospitalisation de Lorraine,
Docteur Antoine PERRIN

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Arrêté n° 19 du 9 octobre 2006 fixant la composition du conseil d'administration du centre psychothérapique de Nancy-Laxou

LE DIRECTEUR DE L'AGENCE RÉGIONALE DE L'HOSPITALISATION DE LORRAINE,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 6143-5 et R 6143-3 ;

VU la circulaire DH/SDAF/AF1/96-n° 702 du 15 novembre 1996 relative à la composition et au fonctionnement des Conseils d'Administration des Etablissements Publics de Santé ;

VU l'arrêté n° 18 du 4 janvier 2006 fixant la composition du Conseil d'Administration du Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU ;

VU la correspondance en date du 10 juillet 2006 de Madame PORTIER, Directeur Adjoint, au Centre Psychothérapique de NANCY, proposant la candidature de Monsieur Henri BRUGIERE, Vice-Président de l'Association « La soupe pour les sans abri », pour siéger au conseil d'administration en tant que personne qualifiée, en remplacement de Madame Chantal DEHAYE, démissionnaire ;

SUR proposition de la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales ;

A R R Ê T E

Article 1er.- : La composition du Conseil d'Administration du Centre Psychothérapique de NANCY-LAXOU est fixée comme suit :

1 Le président du conseil général – Président de droit du Conseil d'administration

- Monsieur Yves WILLER, Maire de MONT SUR MEURTHE, fin du mandat en mars 2007.

2 Cinq représentants du conseil général

- Monsieur Jean-Marie ULRICH, fin du mandat en mars 2007,
- Monsieur Claude GUILLERME, Maire de LAXOU, fin du mandat en mars 2007,
- Monsieur Alain CASONI, fin du mandat en mars 2007,
- Madame Dominique OLIVIER, fin du mandat en mars 2007,
- Monsieur Marc SAINT DENIS, fin du mandat en mars 2007.

3 Un représentant de la commune siège désigné par le conseil municipal

- Monsieur Didier VADOT, représentant la commune de LAXOU, fin du mandat mars 2007.

4 Un représentant du conseil régional

- Madame Claudine BARTHELEMY Claudine, conseillère régionale, fin du mandat en mars 2007.

5 Le président et le vice-président de la CME

- Président : Monsieur le Docteur Jean-Pascal PAREJA, Praticien Hospitalier, fin du mandat le 3 avril 2007,
- Vice-Président : Monsieur le Docteur Philippe MORET, Praticien Hospitalier, Chef de service, fin du mandat le 3 avril 2007.

6 Deux autres membres de la CME

- Monsieur le Docteur Didier BEAU, praticien hospitalier, fin du mandat le 3 avril 2007,
- Monsieur le Docteur Claude DEMOGEOT, Praticien Hospitalier, Chef de service, fin du mandat le 3 avril 2007.

7 Un membre de la commission du service de soins infirmiers

- Monsieur Pascal NICOLLE, infirmier, fin du mandat en avril 2008.

8 Trois représentants des personnels titulaires relevant du titre IV du statut général des fonctionnaires

- Monsieur Luc FERRETTI, infirmier, représentant le syndicat CGT, fin du mandat le 1^{er} janvier 2008,
- Monsieur Michel COLLIN, cadre de santé, représentant le syndicat FO, fin du mandat le 1^{er} janvier 2008,
- Monsieur Claude ROMBACH, représentant le syndicat CFDT, fin

9 Trois personnes qualifiées dont un médecin non hospitalier n'exerçant pas dans l'établissement et un représentant non hospitalier des professions paramédicales

- Monsieur Henri BRUGIERE, Vice-Président de l'association « La soupe pour les sans abri », en remplacement de Madame Chantal DEHAYE, fin du mandat en juin 2007,

- Monsieur Jean-Paul SCHLITTER, médecin non hospitalier, fin du mandat en octobre 2007.

- Madame Sidonie BAUDOT, infirmière libérale, fin du mandat en avril 2007

10 Deux représentants des usagers

- Monsieur André MARCHAND, représentant l'UNAFAM (Union Nationale des Amis et Familles de Malades Mentaux), fin du mandat en avril 2007,

- Monsieur Pascal HOULNE, Directeur Général de l'ARS (Accueil et Réinsertion Sociale), fin du mandat en avril 2007,

- Monsieur VIRION Michel, représentant l'AFTOC (Association Française des Personnes souffrant de Troubles Obsessionnels Compulsifs), fin du mandat en décembre 2006.

Article 2.- : Le présent arrêté annule et remplace l'arrêté ARH n° 18 du 04 janvier 2006.

Article 3.- : La Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales et le Directeur du Centre Psychothérapique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera adressé à l'ensemble des membres du conseil d'administration et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Fait à Nancy, le 9 octobre 2006
Le Directeur de l'Agence Régionale
De l'Hospitalisation de Lorraine,
Docteur Antoine PERRIN

Les présentes mesures peuvent être contestées par voie de recours administratif ou par voie de contentieux devant la juridiction administrative compétente dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'AGRICULTURE ET DE LA FORÊT

Extrait de l'arrêté (n° 2) constatant l'indice des fermages et sa variation pour l'année 2006

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

A R R Ê T E

Article 1^{er} – L'indice des fermages pour le département de Meurthe-et-Moselle est constaté pour 2006 à la valeur de 108,0. Cet indice est applicable pour les échéances annuelles du 1^{er} octobre 2006 au 30 septembre 2007. Cet indice tient compte du coefficient de raccordement sus-évoqué.

Article 2 – La variation de cet indice par rapport à l'année précédente est de + 0,28 %.

Article 3 – A compter du 1^{er} octobre 2006 et jusqu'au 30 septembre 2007, les maxima et les minima sont fixés aux valeurs actualisées suivantes :

1) pour les terres agricoles :

Régions naturelles	Catégories	Valeur minimale		Valeur maximale	
		EURO/ha		EURO/ha	
Plateau Lorrain et Pays Haut	Supérieure	86,37		98,90	
	Moyenne	55,58		86,37	
	Inférieure	40,71		55,58	
Woëvre et Haye	Supérieure	82,45		94,97	
	Moyenne	52,97		82,45	
	Inférieure	38,00		52,97	
Montagne et Côtes de Meuse	Supérieure	79,06		92,81	
	Moyenne	50,37		79,06	
	Inférieure	36,30		50,37	

2) pour les cultures maraîchères :

minimum : 512,48 Euro/ha
maximum : 819,96 Euro/ha

3) pour les baux viticoles en monnaie :

Baux à vignes

minimum : 862,46 Euro/ha
maximum : 1.724,92 Euro/ha

Terres à vignes

minimum : 369,63 Euro/ha
maximum : 616,05 Euro/ha

Article 4 – Le prix de l'hectolitre de vin d'appellation Côtes de Toul (base de calcul pour la détermination du prix du fermage en denrée des baux viticoles) est fixé au 1^{er} octobre 2006 à 109,00 euros.

Article 5 – Le Secrétaire Général de la Préfecture, les Sous-Préfets, Monsieur l'Ingénieur en Chef du GREF, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture et dont une ampliation sera adressée au président de la commission consultative départementale des baux ruraux, à tous les membres de cet organisme, aux Présidents des tribunaux paritaires des baux ruraux ainsi qu'au Président de la Chambre des Notaires de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 29 septembre 2006

Le Préfet,
Claude BALAND

Cet arrêté peut être consulté dans son intégralité dans le service émetteur.

SERVICE DÉPARTEMENTAL DE L'INSPECTION DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA POLITIQUE SOCIALE AGRICOLES

Arrêté n° 388/DDAF/ITEPSA portant renouvellement des membres du comité départemental des prestations sociales agricoles de Meurthe-et-Moselle

LE PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Chevalier de la légion d'honneur,
Vu les dispositions du titre II du livre VII du code rural,
Vu l'arrêté ministériel en date du 8 janvier 1991 relatif aux comités départementaux des prestations sociales agricoles,
Vu l'arrêté préfectoral du 7 septembre 2001 portant constitution du comité départemental des prestations sociales agricoles de Meurthe-et-Moselle, notamment son article 2,
Vu l'avis des organismes consultés,
Sur proposition de M. le secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

Art. 1er - Le Comité départemental des prestations sociales agricoles de Meurthe-et-Moselle est constitué comme suit :

Président : le préfet du département ou son représentant

Membres :

- MM. le trésorier-payeur général ou son représentant,
- le directeur régional de l'agriculture et de la forêt ou son représentant,
- le chef du service de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de la direction régionale de l'agriculture et de la forêt ou son représentant,
- le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt ou son représentant,
- le directeur départemental des services fiscaux ou son représentant,
- le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales ou son représentant,
- le chef du service de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt ou son représentant.

Représentants des exploitants agricoles :

Titulaires :

- M. Gérard RENOARD – 39 rue Principale - 54470 Bouillonville
- Mme Rachel THOMAS – 11, rue de la République – 54800 Jouaville
- M. Jean-Philippe BASTIEN – 113 route de Manonville – 54380 Martincourt

Suppléants :

- M. Michel MERLIN – 5, Grande Rue – 54330 Forcelles-St-Gorgon
- M. Laurent PAQUIN – 2, rue Pasteur – 54150 Norroy-le-Sec
- M. Alban PAULUS – 7, rue du Moulin – 54450 Frémonville

Représentants des salariés agricoles :

Titulaire :

- Mme ROGER Monique – 314 Impasse Chepfer – 54710 Ludres

Suppléant :

- M. RUSCONI Daniel – ZAC des Egrez – 4, rue du Chambrun – 54180 Houdemont

Représentants de l'union départementale des associations familiales :

Titulaire :

- M. Guy PINCEEL – 19, rue Fontaine Picard – 88190 - Golbey

Suppléant :

- Mme Colette PEULTIER – 2, rue C. Fisson – 54990 Xeulilly

Représentants du conseil d'administration de la mutualité sociale agricole :

Titulaires :

- M. Claude DESALME – 22, rue Haute – 57630 Juvelize
- M. Bernard HELLUY – 6, rue Haute – 54450 Barbas
- M. Jean-Pierre L'HUILLIER – 75, rue de l'Huilerie – 88 270 Dompierre

Suppléants :

- Mme Christine BRABANT – 62 bis, rue de la Nied – 57320 Filstroff
- Mme Renée BRODIER – 6, rue de l'Ecole – 54150 Fléville-Lixières
- M. Frédéric MAILLARD – 348, Grande Rue – 88300 Landaville.

Art. 2 : Les membres du comité sont nommés pour cinq ans. Leur mandat est gratuit et renouvelable.

Art. 3 : Le comité est réuni sur convocation de son président.

Art. 4 : Les décisions du comité sont prises à la majorité des membres présents ou de leurs représentants ayant voix délibératives ; la voie du président est prépondérante en cas d'égalité des suffrages exprimés.

Art. 5 : Le comité est obligatoirement doté d'un secrétariat qui est assuré par un fonctionnaire du service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles.

Art. 6 : L'arrêté préfectoral en date du 7 septembre 2001 est abrogé.

Art. 7 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Fait à Nancy, le 2 octobre 2006

Le préfet,
Claude BALAND

SERVICE ECONOMIE AGRICOLE ET AMENAGEMENT FONCIER

Arrêté fixant le stabilisateur départemental des indemnités compensatoires de handicaps naturels au titre de la campagne 2006 dans le département

LE PRÉFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

A R R E T E

Article 1er : Sur l'ensemble du département est fixé un stabilisateur budgétaire départemental permettant de respecter la notification des droits à engager relatifs à l'indemnité compensatoire de handicaps naturels.

Article 2 : Le stabilisateur pour la campagne est de 0,9554.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le directeur général du CNASEA sont chargés ; chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

A Nancy, le 22 septembre 2006

Le secrétaire général,
Marc BURG

CENTRE HOSPITALIER DE PONT A MOUSSON

Avis de recrutement dans le cadre de la résorption de l'emploi précaire au C.H. de Pont à Mousson

Un recrutement dans le cadre de la résorption de l'emploi précaire sera prochainement organisé en vue de pourvoir un poste d'agent administratif.
Référence : décret n°2004-118 du 6 février 2004 relatif au recrutement dans certains corps de fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique hospitalière.

Conditions : les candidats :

- ne peuvent faire acte de candidature que pour les recrutements ouverts en vue de l'accès aux corps d'accueil de l'établissement dont ils relèvent, ou dont ils relevaient à la date d'expiration de leur dernier contrat
- doivent justifier de la qualité de non titulaire au moins deux mois au cours des douze mois précédant la date du 10-07-2000 et avoir été en fonctions ou en congés durant ces deux mois
- doivent justifier au plus tard à la date de clôture des inscriptions au concours, d'une durée de services publics effectifs au moins égal à trois ans temps plein au cours des huit dernières années.

Réception et clôture des inscriptions : une lettre de motivation ainsi qu'un curriculum vitae adressés au Directeur doivent nous parvenir, sous pli recommandé, au Centre Hospitalier de Pont à Mousson - place Colombé B.P. 269 - 54700 Pont à Mousson.

Date limite du dépôt du dossier de candidature : 2 mois à compter de la publication du présent avis.

Fait à Pont à Mousson, le 3 octobre 2006

Le Directeur par intérim,
C. GUEPRATTE

Avis de recrutement sans concours dans le corps d'agent d'entretien qualifié au C.H. de Pont à Mousson

Un recrutement sans concours sera prochainement organisé en vue de pourvoir trois postes d'agent d'entretien qualifié.

référence : décret n°2004-118 du 6 février 2004 relatif au recrutement dans certains corps de fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique hospitalière et décret 2006-224 du 24-02-2006.

conditions : Aucune condition de titres ou de diplômes n'est exigée. Les candidats ne doivent pas être âgés de plus de 55 ans au 1^{er} janvier 2006, sans préjudice des dispositions légales au recul des limites d'âge pour l'accès aux emplois publics.

réception et clôture des inscriptions : une lettre de motivation ainsi qu'un curriculum vitae adressés au Directeur doivent nous parvenir, sous pli recommandé, au Centre Hospitalier de Pont à Mousson - place colombé B.P. 269 - 54700 Pont à Mousson.

Seuls seront convoqués à l'entretien prévu à l'article 48 - décret 2006-224 du 24-02-2006 - les candidats préalablement retenus par la commissions de sélection.

Date limite du dépôt du dossier de candidature : 2 mois à compter de la publication du présent avis.

Fait à Pont à Mousson, le 10 octobre 2006

Le Directeur par intérim,
C. GUEPRATTE

CENTRE HOSPITALIER SAINT-CHARLES DE TOUL

Avis de recrutement d'ouvrier professionnel spécialisé par voie d'examen professionnel

Un examen professionnel aura lieu au Centre Hospitalier Saint-Charles de Toul (Meurthe et Moselle) en vue de pourvoir : 1 poste d'ouvrier professionnel spécialisé dans la spécialité Cuisine.

Peuvent faire acte de candidature, en application de l'article 19 - 2° du décret 91-45 du 14 janvier 1991 portant statut particuliers des personnels ouvriers de la fonction publique hospitalière, les fonctionnaires hospitaliers des établissements mentionnés à l'article 2 de la Loi du 9 janvier 1986.

Les candidats doivent compter au moins deux ans de services effectifs dans les établissements mentionnés ci-dessus.

Les candidatures doivent être adressées, au plus tard dans le délai d'un mois à compter de la date de publication du présent avis au Recueil des Actes Administratifs, par écrit, le cachet de la poste faisant foi au

Directeur du Centre Hospitalier Saint-Charles,
1 cours Raymond Poincaré 54200 TOUL

Toul le 2 octobre 2006

Le Directeur,
W. STRAUSS

CENTRE PSYCHOTHERAPIQUE DE NANCY-LAXOU**Décision n° 019/06 - Délégation de signature**

Vu l'article L6143-7 du Code de la Santé Publique ;
 Vu les articles D.6143-33 à D.6143-36 du Code de la Santé Publique ;
 Vu l'information qui sera donnée au Conseil d'Administration en date du 20 octobre 2006 ;
 Vu l'arrêté ministériel du 21 septembre 1999 nommant Monsieur Yves BOUYSSSET dans les fonctions de Directeur du Centre Psychothérapique de Nancy ;

D E C I D E

Article 1 : La décision du 30 septembre 2004 désignant Mademoiselle MANGIN comme Personne Responsable des Marchés est annulée.

Article 2 : Mademoiselle Anne MANGIN, Pharmacien, reçoit délégation à l'effet de signer l'ensemble des pièces administratives et correspondances relatives aux marchés relevant de son champ d'attributions :

- Médicaments
- Produits sanguins
- Fournitures médicales
- Fluides et gaz médicaux

A ce titre Mlle MANGIN est habilitée à :

- sélectionner la procédure d'achat la plus appropriée
- mener à bien la procédure retenue sous sa responsabilité
- proposer le choix d'attribution en fonction des critères prédéfinis
- signer les marchés passés selon procédure adaptée dont le montant est inférieur à 90 000 € HT. Tous les autres marchés sont signés par le Directeur.
- notifier les marchés et informer les candidats non retenus
- signer l'ensemble des pièces administratives et correspondances nécessaires à l'exécution contractuelle des marchés concernant la PHARMACIE.

Article 3 : Une délégation d'engagement et de liquidation des dépenses de fournitures médicales et pharmaceutiques entrant dans l'objet des marchés visés à l'article 2 est donnée, dans la limite des crédits budgétaires notifiés par le Directeur des Affaires Financières, à :

- Mademoiselle Anne MANGIN, Pharmacien titulaire
- Madame Jacqueline LAMBERT, Pharmacien suppléant

Article 4 : Chaque titulaire de la présente délégation a la responsabilité des opérations effectuées dans le cadre de sa délégation. A ce titre, il est chargé d'assurer le contrôle de l'application des dispositions du Code des Marchés Publics et du Guide interne pour la mise en œuvre des Achats selon la procédure adaptée et des dispositions réglementaires budgétaires et comptables par l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 5 : Les signatures des agents visés aux articles 2 et 3 sont annexées à la présente décision.

Article 6 : La présente décision prend effet à la date du 1er septembre 2006. Elle est renouvelable annuellement par tacite reconduction. Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle. Laxou, le 30 août 2006

Le Directeur
Y. BOUYSSSET

MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE DE LORRAINE**Acte réglementaire relatif à l'étude des affections de longue durée**

LE DIRECTEUR DE LA CAISSE CENTRALE DE LA MUTUALITÉ SOCIALE AGRICOLE

Vu la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux Libertés modifiée en dernier lieu par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel,

Vu la loi n° 2004-810 du 13 août 2004 relative à l'assurance maladie,

Vu la loi n° 2003-1199 du 18 décembre 2003 de financement de la sécurité sociale pour 2004,

Vu l'ordonnance n° 96-345 du 24 avril 1996 relative à la maîtrise médicalisée des dépenses de soins,

Vu l'article L.324-1 et suivants du code de la sécurité sociale,
 Vu l'article L. 161-39 du code de la sécurité sociale,
 Vu l'article L.315-1 du code de la sécurité sociale,
 Vu la convention d'objectifs et de gestion conclue entre la MSA et l'Etat pour la période 2006-2010,
 Vu le récépissé de déclaration de la Commission Nationale Informatique et Libertés relatif à la réalisation d'une étude sur les affections de longue durée, enregistré sous le dossier numéro 115 85 80 en date du 24 août 2006.

D É C I D E

Article 1^{er} : Le présent traitement a pour finalité l'étude des affections de longue durée (ALD) permettant l'exonération du ticket modérateur, par l'observation et l'évaluation de la consommation des soins et des causes de morbidité/mortalité, en vue d'améliorer la connaissance de ces pathologies et d'accroître la qualité de la prise en charge et des mesures d'accompagnement des assurés qui en sont atteints.

Article 2 : Pour ce faire, à partir de l'« Infocentre », le médecin conseil de chaque service de contrôle médical de Caisse départementale ou pluri-départementale va recueillir pour chaque numéro invariant local (NIL), les données suivantes afin de les analyser :

- Année de naissance
- Sexe
- Numéro de département
- Régime (MSA, CMU, GEMEX)
- Date de sortie du régime
- Numéro de l'ALD
- Code de la pathologie
- Date de mise en ALD (mois / année)
- Date début pathologie (mois / année)
- Nature, nombre, montant et date des dépenses des soins, actes et prescriptions.

La durée de conservation des données est fixée à 5 ans.

Article 3 : Les destinataires des informations visées à l'article 2 sont les seuls médecins conseils du Service médical des Caisses départementales ou pluri-départementales et les personnes travaillant sous leur autorité.

Article 4 : Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique aux fichiers et aux libertés, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification des informations la concernant, en s'adressant auprès de la caisse départementale ou pluri-départementale de Mutualité Sociale Agricole dont relèvent les personnes concernées par le présent traitement et ce, jusqu'à l'anonymisation des données. Toutefois, les personnes concernées par le traitement ne peuvent exercer leur droit d'opposition dans la mesure où il s'agit de données anonymes.

Article 5 : Le Directeur Général de la Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole et les Directeurs des Caisses départementales et pluri-départementales de Mutualité Sociale Agricole sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Région de l'Île-de-France.

Fait à Bagnolet, le 8 septembre 2006

Le Directeur Général de la Caisse Centrale
de Mutualité Sociale Agricole
Yves HUMEZ

« Le traitement automatisé mis en œuvre par la MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE LORRAINE est conforme aux dispositions de l'acte réglementaire ci-dessus et il est placé sous la responsabilité du Directeur de la caisse. Le droit d'accès et de rectification des informations à caractère personnel contenues dans ce traitement est ouvert à toutes les personnes physiques qui y sont mentionnées. Il s'exerce à la MUTUALITE SOCIALE AGRICOLE LORRAINE auprès de son Directeur Général, Monsieur Jean-Marie GERARD. ».

A VANDOEUVRE-LES-NANCY, le 5 Octobre 2006

Le Directeur Général

